

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 12 JUILLET 2012

Matin

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 12 JULI 2012

Voormiddag

La séance est ouverte à 10.16 heures et présidée par M. André Flahaut.
De vergadering wordt geopend om 10.16 uur en voorgezeten door de heer André Flahaut.

Le **président**: La séance est ouverte.
De vergadering is geopend.

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance:
Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering:
Melchior Wathelet, Servais Verherstraeten.

Excusés

Berichten van verhindering

Philippe Blanchart, Myriam Delacroix-Rolin, pour raisons de santé / wegens gezondheidsredenen.

Mme De Coninck, ministre de l'Emploi, est en mission à l'étranger.

01 Ordre du jour

01 Agenda

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 10 juillet 2012, je vous propose:

1) d'inscrire à l'ordre du jour de la séance plénière du vendredi 13 juillet 2012:

- le projet de loi modifiant le titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en ce qui concerne la nature des relations de travail (n^{os} 2319/1 à 3);

- le projet de loi modifiant la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments (n^{os} 2322/1 et 2).

2) d'inscrire tous les projets de loi prévus à l'ordre du jour de vendredi après-midi à la séance du matin.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 10 juli 2012, stel ik u voor:

1) op de agenda van de plenaire vergadering van vrijdag 13 juli 2012 in te schrijven:

- het wetsontwerp tot wijziging van titel XIII van de programmawet (I) van 27 december 2006, wat de aard van de arbeidsrelaties betreft (nrs 2319/1 tot 3);

- het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen (nrs 2322/1 en 2).

2) al de punten van de agenda van vrijdagmiddag op vrijdagvoormiddag in te schrijven.

Il a été convenu de reprendre nos travaux demain matin, ensuite à 14 h 00 auront lieu les questions orales urgentes et nous poursuivrons avec les projets de sorte à pouvoir terminer dans des délais raisonnables.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (Nee)
Aldus zal geschieden.

Projets et propositions

Ontwerpen en voorstellen

- 02** **Projet de loi portant diverses modifications du Code électoral et de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen pour les élections de la Chambre des représentants et du Parlement européen, modifiant les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative et modifiant la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise (2281/1-4)**
- Proposition de loi modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (1) (28/1-2)
 - Proposition de loi modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (2) (29/1-2)
 - Proposition de loi modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (I) (346/1-2)
 - Proposition de loi modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (409/1-2)
 - Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne le non-respect de la législation linguistique par les services d'urgence ou les services mobiles de secours de la région de Bruxelles-Capitale (1096/1-2)
 - Proposition de loi spéciale modifiant les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative, en ce qui concerne les facilités linguistiques dans les communes de la périphérie bruxelloise (1097/1-2)
 - Proposition de loi spéciale fixant définitivement la frontière entre la Flandre et la Wallonie et supprimant les facilités dans les communes de la frontière linguistique (1098/1-2)
 - Proposition de loi spéciale modifiant la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce qui concerne la prévention et le règlement des conflits d'intérêts (1139/1-2)
 - Proposition de résolution concernant la création d'une "Fédération Wallonie-Bruxelles" (1501/1-2)
 - Proposition de résolution concernant la Communauté germanophone (1519/1-2)
 - Proposition de loi modifiant la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles (1718/1-2)
 - Proposition de loi modifiant la législation électorale en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde et d'instaurer un système de pools par groupe linguistique dans la circonscription électorale de Bruxelles (1753/1-2)
 - Proposition de loi modifiant la législation électorale en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (1754/1-2)
 - Proposition de résolution visant à préparer une partition ordonnée de la Belgique (1771/1-2)
 - Révision de la Constitution. Projet de révision de l'article 63 de la Constitution (2282/1-3)
 - Révision de la Constitution. Proposition de révision de l'article 63 de la Constitution en ce qui concerne la répartition des sièges à la Chambre des représentants (257/1-2)
 - Révision de la Constitution. Projet d'insertion d'un article 168bis dans la Constitution (2283/1-3)
 - Projet de loi modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, en ce qui concerne l'examen des litiges par l'assemblée générale de la section du contentieux administratif, à la demande de personnes établies dans les communes périphériques (2284/1-4)
 - Révision de la Constitution. Projet de révision de l'article 160 de la Constitution (2285/1-3)
 - Projet de loi spéciale portant modification de la loi du 9 août 1988 dite "de pacification communautaire" et de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, concernant la nomination des bourgmestres des communes périphériques (2286/1-4)
 - Projet de loi spéciale modifiant l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 5bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises (2287/1-4)
 - Projet de loi spéciale complétant l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce qui concerne la communauté métropolitaine de Bruxelles (2288/1-4)
 - Projet de loi spéciale portant un juste financement des Institutions bruxelloises (2289/1-5)

- **Projet de loi modifiant la loi du 10 août 2001 créant un Fonds de financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires (2290/1-5)**
- **Projet de loi spéciale modifiant la législation électorale en vue de renforcer la démocratie et la crédibilité du politique (2291/1-4)**
- **Proposition de loi spéciale renforçant le rôle de l'électeur en prévoyant la cessation d'office du mandat de membre du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale en cas d'élection à une autre assemblée parlementaire (122/1-2)**
- **Proposition de loi spéciale interdisant, en vue de lutter contre la mystification de l'électorat, les candidatures multiples lorsque les élections pour les Conseils de Région coïncident avec celles pour les Chambres législatives fédérales ou pour le Parlement européen (126/1-2)**
- **Projet de loi modifiant la législation électorale en vue de renforcer la démocratie et la crédibilité du politique (2292/1-5)**
- **Proposition de loi renforçant le rôle de l'électeur en prévoyant la cessation d'office du mandat de membre de la Chambre des représentants, de sénateur élu directement ou de sénateur coopté en cas d'élection à une autre assemblée parlementaire (121/1-3)**
- **Proposition de loi renforçant le rôle de l'électeur en prévoyant la cessation d'office du mandat de membre du Parlement européen en cas d'élection à une autre assemblée parlementaire (123/1-2)**
- **Proposition de loi renforçant le rôle de l'électeur en prévoyant la cessation d'office du mandat de membre du Conseil de la Communauté germanophone en cas d'élection à une autre assemblée parlementaire (124/1-2)**
- **Proposition de loi interdisant, en vue de lutter contre la mystification de l'électorat, les candidatures multiples lorsque les élections pour le Parlement européen coïncident avec celles pour les chambres législatives fédérales, pour le Parlement flamand, pour le Parlement wallon ou pour le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (125/1-2)**
- **Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne l'élargissement de l'autonomie constitutive de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté flamande (2293/1-5)**
- **Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue d'accorder la pleine autonomie constitutive au Parlement flamand, au Parlement de la Communauté française et au Parlement wallon en ce qui concerne leur élection, leur composition et leur fonctionnement (937/1-2)**
- 02 Wetsontwerp houdende verscheidene wijzigingen van het Kieswetboek en van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement voor de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van het Europese Parlement, tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken en tot wijziging van de wet van 3 juli 1971 tot indeling van de leden van de Wetgevende Kamers in taalgroepen en houdende diverse bepalingen betreffende de cultuurraden voor de Nederlandse cultuurgemeenschap en voor de Franse cultuurgemeenschap (2281/1-4)**
- **Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde (1) (28/1-2)**
- **Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde (2) (29/1-2)**
- **Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving, met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde (I) (346/1-2)**
- **Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde (409/1-2)**
- **Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek inzake de niet-naleving van de taalwetgeving door spoedgevallen- of mobiele hulpdiensten in het gebied Brussel-Hoofdstad (1096/1-2)**
- **Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken voor wat betreft de faciliteiten in de randgemeenten (1097/1-2)**
- **Voorstel van bijzondere wet tot definitieve vastlegging van de grens tussen Vlaanderen en Wallonië en tot afschaffing van de faciliteiten in de taalgrensgemeenten (1098/1-2)**
- **Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wat betreft de voorkoming en de regeling van belangenconflicten (1139/1-2)**
- **Voorstel van resolutie over de stichting van een zogenaamde "Fédération Wallonie-Bruxelles" (1501/1-2)**
- **Voorstel van resolutie betreffende de Duitse Gemeenschap (1519/1-2)**
- **Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen (1718/1-2)**

- Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde en de poolvorming per taalgroep in de kieskring Brussel (1753/1-2)
- Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde (1754/1-2)
- Voorstel van resolutie met het oog op de voorbereiding van een ordelijke opdeling van België (1771/1-2)
- Herziening van de Grondwet. Ontwerp tot herziening van artikel 63 van de Grondwet (2282/1-3)
- Herziening van de Grondwet. Voorstel tot herziening van artikel 63 van de Grondwet inzake de zetelverdeling van de Kamer van volksvertegenwoordigers (257/1-2)
- Herziening van de Grondwet. Ontwerp tot invoeging van een artikel 168bis in de Grondwet (2283/1-3)
- Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, wat de behandeling van geschillen betreft door de algemene vergadering van de afdeling bestuursrechtspraak, op verzoek van personen gevestigd in de randgemeenten (2284/1-4)
- Herziening van de Grondwet. Ontwerp tot herziening van artikel 160 van de Grondwet (2285/1-3)
- Ontwerp van bijzondere wet houdende wijziging van de zogenaamde "pacificatiewet" van 9 augustus 1988 en van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wat de benoeming van de burgemeesters van de randgemeenten betreft (2286/1-4)
- Ontwerp van bijzondere wet houdende wijziging van artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van artikel 5bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen (2287/1-4)
- Ontwerp van bijzondere wet tot aanvulling van artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wat de hoofdstedelijke gemeenschap van Brussel betreft (2288/1-4)
- Ontwerp van bijzondere wet houdende een correcte financiering van de Brusselse Instellingen (2289/1-5)
- Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 augustus 2001 tot oprichting van een Fonds ter financiering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen (2290/1-5)
- Ontwerp van bijzondere wet tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de versterking van de democratie en de politieke geloofwaardigheid (2291/1-4)
- Voorstel van bijzondere wet houdende de versterking van de inspraak van de kiezer door te voorzien in de beëindiging van rechtswege van het mandaat van lid van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad bij de verkiezing voor een andere parlementaire assemblee (122/1-2)
- Voorstel van bijzondere wet tot bestrijding van kiezersbedrog door de invoering van een verbod van meervoudige kandidaatstelling bij gelijktijdige verkiezingen van de Gewestraden met de verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers of van het Europees Parlement (126/1-2)
- Wetsontwerp tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de versterking van de democratie en de politieke geloofwaardigheid (2292/1-5)
- Wetsvoorstel houdende de versterking van de inspraak van de kiezer door te voorzien in de beëindiging van rechtswege van het mandaat van volksvertegenwoordiger, rechtstreeks gekozen senator, of gecoöpteerd senator bij de verkiezing voor een andere parlementaire assemblee (121/1-3)
- Wetsvoorstel houdende de versterking van de inspraak van de kiezer door te voorzien in de beëindiging van rechtswege van het mandaat van lid van het Europees Parlement bij de verkiezing voor een andere parlementaire assemblee (123/1-2)
- Wetsvoorstel houdende de versterking van de inspraak van de kiezer door te voorzien in de beëindiging van rechtswege van het mandaat van lid van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap bij de verkiezing voor een andere parlementaire assemblee (124/1-2)
- Wetsvoorstel tot bestrijding van kiezersbedrog door het invoeren van een verbod van meervoudige kandidaatstelling bij gelijktijdige verkiezingen van het Europees Parlement met de verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers, het Vlaams Parlement, het Waals Parlement of het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement (125/1-2)
- Ontwerp van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen betreffende de uitbreiding van de constitutieve autonomie van de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Vlaamse Gemeenschap (2293/1-5)
- Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen teneinde volledige constitutieve autonomie te verlenen aan het Vlaams Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap en het Waals Parlement voor wat betreft hun verkiezing, samenstelling en werking (937/1-2)

Projets transmis par le Sénat
Ontwerpen overgezonden door de Senaat

Propositions déposées par:

Voorstellen ingediend door:

- 28: Gerolf Annemans, Alexandra Colen, Rita De Bont, Filip De Man, Hagen Goyvaerts, Peter Logghe, Barbara Pas, Bert Schoofs, Bruno Valkeniers, Annick Ponthier
- 29: Gerolf Annemans, Alexandra Colen, Rita De Bont, Filip De Man, Hagen Goyvaerts, Peter Logghe, Barbara Pas, Bert Schoofs, Bruno Valkeniers, Annick Ponthier
- 346: Jean Marie Dedecker
- 409: Ben Weyts, Jan Jambon, Els Demol, Theo Francken, Nadia Sminate, Jan Van Esbroeck, Kristien Van Vaerenbergh
- 1096: Hagen Goyvaerts, Guy D'haeseleer, Filip De Man, Bert Schoofs, Gerolf Annemans, Peter Logghe
- 1097: Gerolf Annemans, Rita De Bont, Filip De Man, Barbara Pas
- 1098: Gerolf Annemans, Filip De Man, Rita De Bont, Barbara Pas
- 1139: Rita De Bont, Peter Logghe, Hagen Goyvaerts
- 1501: Gerolf Annemans, Barbara Pas, Rita De Bont, Bruno Valkeniers
- 1519: Bert Schoofs, Filip De Man, Annick Ponthier, Tanguy Veys
- 1718: Gerolf Annemans, Barbara Pas, Rita De Bont, Bruno Valkeniers
- 1753: Gerolf Annemans
- 1754: Gerolf Annemans
- 1771: Gerolf Annemans
- 257: Filip De Man, Hagen Goyvaerts, Rita De Bont
- 122: Raf Terwingen
- 126: Raf Terwingen
- 121: Raf Terwingen
- 123: Raf Terwingen
- 124: Raf Terwingen
- 125: Raf Terwingen
- 937: Gerolf Annemans, Rita De Bont, Barbara Pas

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces projets et ces propositions (*Assentiment*)
Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze ontwerpen en deze voorstellen te wijden. (*Instemming*)

Discussion générale ***Algemene bespreking***

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

Nous entendrons d'abord les rapporteurs, à savoir M. Bruno Van Grootenbrulle, M. Michel Doomst, Mme Marie-Christine Marghem, M. Luk Van Biesen, Mme Muriel Gerkens, M. Renaat Landuyt, M. Stefaan Van Hecke et M. Georges Dallemagne.

02.01 Bruno Van Grootenbrulle, rapporteur: Monsieur le président, messieurs les secrétaires d'État, chers collègues, en tant que rapporteur, permettez-moi de me référer prioritairement au rapport écrit et de vous inviter à le parcourir pour une présentation exhaustive des réformes engagées. Je me limiterai, pour ma part, à vous dresser succinctement la nature même du projet de loi sur lequel nous sommes amenés à statuer, mon collègue Michel Doomst se chargeant de vous rapporter les échanges menés au cours des débats.

Ce projet de loi vise à scinder la circonscription électorale Bruxelles-Hal-Vilvorde, tout en veillant à consolider les droits fondamentaux des citoyens et à régler les problèmes politiques au niveau national. Il offre ainsi une solution aux répercussions de l'arrêt 73/2003 du 26 mai 2003 de l'ancienne Cour d'arbitrage,

l'actuelle Cour constitutionnelle.

Pour l'élection de la Chambre des représentants, le projet de loi prévoit l'instauration, dans l'ancienne province de Brabant, de trois circonscriptions électorales: la première en Brabant flamand, la deuxième en Brabant wallon et, enfin, une circonscription spécifique de Bruxelles-Capitale.

Par ailleurs, les électeurs des six communes périphériques auront le choix d'émettre un suffrage soit en faveur d'une liste de la circonscription électorale du Brabant flamand, soit en faveur d'une liste de la circonscription électorale de Bruxelles-Capitale. Les sièges attribués à ces circonscriptions électorales seront octroyés conformément à l'article 63, § 2 de la Constitution. Un seuil électoral de 5 % s'appliquera également dans les trois nouvelles circonscriptions électorales.

Il convient de noter que les dispositions du Code électoral relatives aux élections du Sénat restent d'application; elles seront modifiées au moment de la réforme du Sénat.

Ce projet de loi assure que les modalités spéciales visant à garantir les intérêts des francophones et des néerlandophones dans l'ancienne province de Brabant ne pourront, à l'avenir, être modifiées que par une loi spéciale.

En ce qui concerne l'élection des membres du Parlement européen, le texte prévoit une modification de la composition des circonscriptions électorales puisque, d'une part, l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde relèvera de la circonscription électorale flamande et, d'autre part, la circonscription électorale de Bruxelles-Capitale, reprenant l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, sera instaurée.

Les électeurs de cette dernière circonscription électorale pourront voter pour une liste des collèges français ou néerlandais. Il en est de même pour les électeurs du canton électoral de Rhode-Saint-Genèse.

Par l'insertion de l'article 168bis dans la Constitution, le droit pour les électeurs des six communes périphériques de voter, dans le cadre du scrutin européen, pour une liste de candidats des collèges électoraux français ou néerlandais est garanti par des modalités spéciales qui ne pourront être modifiées que par une loi spéciale.

02.02 Michel Doomst, rapporteur: Mijnheer de voorzitter, ik zal het kort houden, maar geef toch graag een klein beeld van de toelichtingen die de indieners van de diverse voorstellen in de discussie naar voren hebben gebracht.

De heer Gerolf Annemans heeft een boeiende uiteenzetting gegeven met een overzicht van alle argumenten die ook zijn partijgenoot Bart Laeremans naar voor had gebracht tijdens de bespreking in de Senaatscommissie voor Institutionele Aangelegenheden. Vervolgens gaf collega Annemans ook een verder overzicht van de communautaire onderhandelingen, in het bijzonder over de splitsing van de kieskring tijdens de elkaar opvolgende jaren tot aan het in september vorig jaar bereikte akkoord. Volgens collega Annemans moet er geen compensatie zijn voor de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde. Nog steeds volgens collega Annemans is die gepaard gegaan met de uitbreiding van het Brussels Gewest zodat er een gemeenschappelijke grens zou bestaan tussen dat Gewest en het Waals Gewest. Hij spreekt ook tegen dat het voorliggende wetsontwerp evenwichtig is.

Collega Thiéry is niet verbaasd te moeten vaststellen dat hij zich niet kan vinden in de bespreking van het voorliggende wetsontwerp. Hoewel de wetgever bij arrest van mei 2006 van het Grondwettelijk Hof tot optreden is genoopt na de gedeeltelijke vernietiging, houdt dit arrest volgens hem geen verplichting in om de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde te splitsen.

Collega Weyts heeft opgemerkt dat de regeling voor de splitsing van de kieskring zelf compensaties bevat die de Vlamingen benadelen. Volgens het arrest mag door de wetgever de aan te nemen regeling voor Brussel nochtans bijzondere modaliteiten bevatten die afwijken van de regels die gelden voor andere kieskringen.

Collega Maingain heeft het engagement in herinnering gebracht dat door de Franstalige partijen ontelbare keren is opgenomen sinds het belangrijke arrest van het voormalige Arbitragehof, thans het Grondwettelijk Hof. Wie aanvoert dat het wetsontwerp geen zuivere splitsing van de kieskring doorvoert, vergist zich volgens hem. De opsplitsing van een kieskring die 54 gemeenten telt in, enerzijds, een kieskring Brussel met

19 gemeenten en, anderzijds, Halle-Vilvoorde, een onderdeel van de kieskring Vlaams-Brabant, met 35 gemeenten waarvan de faciliteitengemeenten deel uitmaken, is wel degelijk een zuivere splitsing.

De heer Stefaan Van Hecke heeft de aandacht erop gevestigd dat de voorliggende ontwerpen de vertaling zijn van een akkoord dat op een betekenisvolle wijze contrasteert met de eenzijdige beslissing in de commissie voor de Binnenlandse Zaken, genomen in 2007.

Collega Bacquelaire heeft eraan herinnerd dat voortaan vastligt dat in de wetsontwerpen bepaalde bijzondere modaliteiten en de essentiële elementen van de hervorming zowel wat de splitsing van de kieskring Halle-Vilvoorde als wat de splitsing van het gerechtelijk arrondissement betreft, alleen zullen kunnen worden gewijzigd bij tweederdemeerderheid en eenvoudige meerderheid in elke taalgroep.

Staatssecretaris Wathélet heeft in zijn antwoord op vragen bevestigd dat de voorliggende wetsontwerpen de taalwetgeving niet wijzigen. De regering heeft ervoor geopteerd om niet voor de oplossing van de poolvorming te kiezen. Voor de definitie van de bijzondere modaliteiten heeft de staatssecretaris verwezen naar de antwoorden die in de Senaat werden gegeven door zijn collega Verherstraeten.

Er werden talrijke amendementen op de ontwerpen ingediend en toegelicht. Zij werden verworpen. Het gehele wetsontwerp met inbegrip van de bijlage, werd aangenomen met 12 tegen 5 stemmen.

02.03 Marie-Christine Marghem, rapporteur: Monsieur le président, chers collègues, le 22 juin 2012, le Sénat nous a transmis treize projets visant à mettre en œuvre plusieurs volets de l'accord institutionnel pour la sixième réforme de l'État. Ceux-ci ont été subdivisés selon quatre thèmes. Je suis chargée du rapport qui concerne le deuxième paquet, c'est-à-dire les communes de la périphérie, les litiges administratifs et la nomination des bourgmestres.

Votre commission a consacré ses réunions des 26 et 27 juin à l'examen de ce deuxième thème, sur lequel portent les projets de loi de révision de l'article 160 de la Constitution et de la loi spéciale. Par neuf voix contre cinq, la commission a rejeté la demande formulée par M. Ben Weyts d'entendre les premier président et président du Conseil d'État.

Le premier projet concerne l'examen des litiges par l'assemblée générale de la section administrative du Conseil d'État, à la demande des personnes établies dans les communes de la périphérie. Le secrétaire d'État Wathélet expose que l'accord institutionnel prévoit de confier à cette assemblée générale tout le contentieux administratif relatif aux six communes périphériques et aux personnes physiques ou morales qui y sont localisées. Celles, qu'elles soient publiques ou privées, qui sont établies sur le territoire de ces communes, peuvent demander que leurs affaires soient traitées par une juridiction linguistiquement paritaire. La compétence de l'assemblée générale se rapporte au contentieux administratif de ces six communes. Sont examinés les règlements et actes administratifs qui émanent de ces dernières, tant que d'autres niveaux de pouvoir et autorités de tutelle – y compris dans le cas d'un recours contre une décision disciplinaire – ne sont pas concernés. La présidence de l'assemblée générale est exercée alternativement par affaire, en fonction de l'inscription au rôle, par le premier président et le président du Conseil d'État. La voix du président de séance est prépondérante en cas de parité des voix.

Le second projet vise la révision de l'article 160 de la Constitution, comme je le disais tout à l'heure. Le secrétaire d'État Wathélet indique que l'accord institutionnel du 11 octobre 2011 prévoit la modification des compétences et des modes de délibération de l'assemblée générale de la section du contentieux administratif du Conseil d'État à l'égard du contentieux des communes périphériques. Elles sont définies dans un projet de loi déposé concomitamment au projet de révision constitutionnelle soumis à examen. Le présent projet de révision doit donc être lu conjointement avec ce projet de loi. Il s'agit des règles relatives à l'assemblée générale de la section du contentieux administratif du Conseil d'État, qui ne pourront plus être modifiées à l'avenir que par une loi adoptée à la majorité spéciale, prévue à l'article 4 dernier alinéa.

Le texte constitutionnel projeté a pour effet que le constituant marque son accord au regard des options prises par le législateur et que les autres principes constitutionnels ne font pas obstacle à ces options. Cette réforme touche donc à l'essence des grands équilibres et justifie des contributions à la paix communautaire par analogie avec les autres dispositions figurant dans la Constitution.

Le troisième projet de loi est un projet de loi spéciale modifiant la loi du 9 août 1988 dite de "pacification communautaire" et la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles concernant la nomination des

bourgmestres des communes périphériques. Le secrétaire d'État Wathelet expose que l'accord institutionnel prévoit l'instauration d'une nouvelle procédure de nomination des bourgmestres des 6 communes périphériques. Cette nouvelle procédure relève de la recherche d'un indispensable équilibre entre les intérêts des différentes Communautés et Régions au sein de l'État belge et vise à éviter de nouveaux affrontements communautaires. Le régime spécifique s'applique exclusivement aux 6 communes périphériques et non, par exemple, aux communes de Comines-Warneton et de Fourons. Cette nouvelle procédure est inscrite dans la loi dite de "pacification communautaire" du 9 août 1988 à laquelle il est fait référence.

La présente loi spéciale précise donc l'étendue des exceptions aux compétences régionales en matière de pouvoirs subordonnés. La Cour d'arbitrage a d'ailleurs confirmé que, dans de tels cas, des modifications à la législation ne pouvaient être effectuées que par une loi spéciale.

En ce qui concerne le dernier projet, il s'agit du projet de loi spéciale modifiant l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 5bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Le secrétaire d'État Wathelet relève que l'accord institutionnel prévoit les nouvelles garanties suivantes. Premièrement, la nomination des bourgmestres des 6 communes périphériques a été élaborée. Deuxièmement, le contentieux administratif relatif aux 6 communes périphériques sera tranché par l'assemblée générale de la section du contentieux du Conseil d'État lorsque les conditions prévues par cette loi sont remplies. Ces nouvelles garanties requièrent une actualisation du *standstill*, ce qui a pour effet qu'il ne peut plus être porté atteinte aux garanties contenues dans cette loi.

Le secrétaire d'État invite les membres à lire le *standstill* conjointement avec le projet de révision de l'article 160 de la Constitution qui prévoit que ces dispositions ne peuvent être modifiées que moyennant une majorité spéciale. Les trois projets reposent en effet sur la même intention. Vous vous en êtes aperçu.

L'exposé général a été suivi d'une discussion dans le cadre de laquelle de nombreux amendements ont été introduits et, puisque nous sommes deux rapporteurs, je passe maintenant la parole à mon collègue, M. Van Biesen.

02.04 Luk Van Biesen, rapporteur: Mijnheer de voorzitter, collega Marghem heeft duidelijk geschetst over welke wetsontwerpen wij gesproken hebben. Tijdens de bespreking zijn verschillende elementen naar voren gekomen.

De heer Damien Thiéry had het vooral moeilijk met een aantal elementen die aan het debat werden toegevoegd en die volgens hem *sensu stricto* niets te maken hebben met het dossier. Hij spreekt ook over gewijzigde standpunten die de Raad van State zou kunnen innemen, afhankelijk van de taal van de voorzitter die op dat ogenblik de beslissing dient te nemen.

De heer Bruno Valkeniers heeft de kritiek van zijn fractie toegelicht op deze wetsontwerpen. De nieuwe regeling voor de eedaflegging van de burgemeesters is volgens de heer Valkeniers absoluut niet duidelijk. Net als zijn collega Logghe is hij van mening dat de hervorming strijdig is met de door de Vlaamse administratie ter voorbereiding van de staatshervorming opgestelde fiches 12 en 15 en ook de fiches 17 en 20. In verband met de stand still-wetsontwerpen verwijst de heer Valkeniers naar het standpunt van de Raad van State daaromtrent.

Wij hebben uitvoerig gesproken met de heer Ben Weyts. Hij vroeg waarom de Nederlandstalige kamer van de Raad van State in de ontworpen regeling wordt vervangen door een tweetalige kamer. Hij ziet daarvoor maar één enkele reden. Als rapporteurs hebben wij de zinsnede van zijn uiteenzetting neergepend. De heer Weyts stelde dat "de etniciteit haar intrede doet in de Justitie". Dat is toch een zwaarwichtige uitspraak.

Er zijn reacties gekomen van de staatssecretaris en van mevrouw Van Vaerenbergh. De heer Logghe heeft nog eens gepleit voor een hoorzitting met de Raad van State. De staatssecretaris wijst erop dat de Raad van State net een advies heeft gegeven over de wetsvoorstellen die in de Senaat werden ingediend. Het had, met andere woorden, geen zin om een hoorzitting te organiseren over een advies dat zelf door de Raad van State werd gesteld.

Verscheidene sprekers zijn teleurgesteld over de antwoorden van de staatssecretaris, expliciet mevrouw

Van Vaerenbergh. Zij herinnert eraan dat de wetsontwerpen voorrechten voor de Franstaligen instellen zonder tegenprestaties voor de Nederlandstaligen. De heer Logghe betreurt de summiere antwoorden die de staatssecretaris heeft gegeven op de kritische vragen in de commissie.

Staatssecretaris Wathélet heeft daarop opnieuw geantwoord aan mevrouw Van Vaerenbergh. Hij heeft daarbij gesteld dat het niet nodig is om de in Vlaanderen wonende Vlamingen te beschermen tegen hun eigen regering. Het wetsontwerp wijzigt in geen enkel opzicht de procedures inzake taalgebruik of de werking van de algemene vergadering. Wat verandert, is dat de Raad van State voortaan een positieve beslissing kan nemen in verband met de benoeming van een burgemeester. De Raad van State heeft trouwens geen bezwaar tegen die bepaling.

Daarna werden alle artikelen en amendementen toegelicht, besproken en werd erover gestemd. Uiteindelijk zijn de vier wetsontwerpen goedgekeurd met dezelfde meerderheid van 11 voor en 5 tegen.

02.05 Muriel Gerkens, rapporteur: Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, chers collègues, je suis chargée de vous faire la première partie du rapport concernant ce que nous avons appelé le "paquet Bruxelles", c'est-à-dire le projet de loi spéciale relatif à la communauté métropolitaine, le projet de loi spéciale sur le juste financement des institutions bruxelloises et, enfin, le projet de loi relatif au financement du rôle international et de capitale qui incombe à Bruxelles.

En ce qui concerne la communauté métropolitaine de Bruxelles, elle sera composée des trois Régions de notre État, de l'autorité fédérale, ainsi que de toutes les communes de l'ancienne province du Brabant. Les provinces du Brabant flamand et du Brabant wallon peuvent, quant à elles, y adhérer si elles le souhaitent.

Il est prévu des relations de coopération entre Bruxelles et son hinterland. Elles sont en effet essentielles à l'efficacité des politiques à mener, que ce soit en matière d'emploi, d'économie, d'aménagement du territoire, de mobilité, de travaux publics ou d'environnement.

Cette communauté métropolitaine aura pour mission d'organiser la concertation entre ses différentes entités sur des sujets qui sont de compétence régionale mais qui ont un impact transrégional. Un accord de coopération devra donc être conclu pour fixer les modalités et l'objet de cette concertation. Une fois cet accord conclu, la concertation ne pourra avoir lieu qu'au sein de cette communauté métropolitaine.

Il est important de signaler que cette concertation n'implique pas de nouvelles obligations telles qu'elles existent et sont définies actuellement, à l'exception de décisions qui concerneraient l'accès via le ring ou la diminution de la possibilité d'accès à et hors de Bruxelles.

Sur ces matières, une vraie concertation doit effectivement avoir lieu. Si une des Régions prenait une décision sans concertation, on considérerait qu'il y a violation de la règle répartitrice de compétences ou d'une forme substantielle.

En ce qui concerne le financement de Bruxelles, le projet de loi spéciale détermine ou améliore le juste financement des institutions bruxelloises considérant que celles-ci sont soumises à des défis majeurs, que ce soit en matière d'enseignement, d'accueil des enfants, de formation, de formation professionnelle, de sécurité, de mobilité, et que le rôle de Bruxelles est amplifié de par son statut de grande ville et de capitale.

Un refinancement progressif de 461 millions est prévu d'ici 2015 au bénéfice de la Région de Bruxelles-Capitale, mais également de la Commission communautaire flamande, de la Commission communautaire française et des pouvoirs locaux. Ce financement sera organisé, dans un second temps et complémentirement, via la révision de la loi spéciale de financement et par l'introduction d'une dotation "navetteurs" horizontale venant de la Région flamande et de la Région wallonne et d'une dotation "fonctionnaires internationaux".

Bruxelles se caractérise également par une croissance démographique importante. Dès lors, le montant de base de la dotation spéciale pour la Commission communautaire française ainsi que pour la Commission communautaire flamande sera, lui aussi, augmenté progressivement, chaque année, de 2012 à 2015, de 10 millions d'euros.

Le nombre de sommets européens ayant doublé, la Région de Bruxelles-Capitale et ses pouvoirs locaux doivent faire face à des dépenses de sécurité et de prévention de plus en plus importantes dans le cadre du

rôle de capitale nationale et internationale de Bruxelles. Le crédit de 25 millions octroyé au fonds en vue du financement des dépenses liées à la sécurité résultant de l'organisation des sommets européens sera donc augmenté de 30 millions pour passer à 55 millions d'euros.

Par ailleurs, le champ des dépenses éligibles sera élargi de manière à couvrir l'ensemble des dépenses de sécurité. La décision d'affectation des moyens du fonds sera donc prise par la Région de Bruxelles-Capitale, via les membres régionaux du Comité de coopération, mais après avis du fédéral via les membres fédéraux du Comité de coopération.

Le montant de base de 125 millions d'euros versé annuellement au fonds Beliris est consolidé. En outre, à partir de l'année budgétaire 2012, une dotation spéciale sera versée directement au budget des Voies et Moyens de la Région de Bruxelles-Capitale comme allocation spéciale en raison de la politique de mobilité, en ce compris les transports en commun. Cette dotation va évoluer de 45 millions d'euros en 2012 pour arriver à 135 millions d'euros en 2015. Au-delà de 2015, cette dotation évoluera en fonction de l'inflation et de 50 % de la croissance du produit intérieur brut.

Les dernières dispositions concernent des compensations à accorder aux différents niveaux de pouvoir et entités de Régions et de Bruxelles qui sont concernés par des dispenses de précompte immobilier. La présence d'un très grand nombre de bâtiments publics immunisés de précompte immobilier pèse lourdement sur les revenus de certaines communes. Les communes où ces bâtiments représentent plus de 72 % de la non-perception du précompte immobilier se verront octroyer des compensations pour les sommes non perçues. Les Régions recevront, au plus tard en 2016, une compensation à 100 % pour la non-perception. Enfin, ce que nous appelons la main-morte sera également compensée en faveur de la Région de Bruxelles-Capitale à hauteur de 24, puis de 25 millions.

Un ultime élément important concerne le bilinguisme exigé pour le personnel de toutes les administrations locales bruxelloises et pour tous les services de la Région de Bruxelles-Capitale, de l'agglomération et de la Commission communautaire commune. Des efforts notables sont à faire vis-à-vis du personnel. C'est la raison pour laquelle est créé un Fonds pour le financement des primes linguistiques octroyées par les administrations régionales et locales aux titulaires d'un certificat de connaissance de la deuxième langue. Les hôpitaux dépendant des CPAS sont considérés comme étant des institutions où le bilinguisme est important; ils bénéficieront donc aussi de ce financement des primes linguistiques. Ces dernières seront à charge de l'autorité fédérale. Le montant à payer par l'État fédéral est estimé à 25 millions d'euros en 2012 et évoluera en fonction de l'inflation.

Monsieur le président, chers collègues, voilà le contenu des projets de loi relatifs à Bruxelles, à son rôle de métropole et à son financement. Je cède la parole à mon collègue Renaat Landuyt qui vous résumera les interventions en commission.

02.06 Renaat Landuyt, rapporteur: Mijnheer de voorzitter, waarde collega's, de door collega Gerkens toegelichte wetsontwerpen werden besproken door de commissie op 27 juni, 2 juli en 5 juli 2012.

De eerste spreker was de heer Weyts, die, verwijzend naar grondwetspecialist senator Francis Delpérée, het onderscheid uitlegde tussen "Gemeenschap" met hoofdletter en "gemeenschap" zonder hoofdletter, om nadien de kritiek te gebruiken dat de Brusselse Hoofdstedelijke Gemeenschap ofwel een lege doos is, ofwel een paard van Troje. Een lege doos, omdat er niets inzit, een paard van Troje omdat zij de mogelijkheid inhoudt om Brussel uit te breiden, waarmee hij uiteraard niet akkoord gaat.

De heer De Man noemde het voorliggend ontwerp in zijn zeer uitgebreide betoog "de resultante van één eeuw verfransing en effectieve uitbreiding van Brussel". Een en ander plaatste hij in een historisch perspectief, beginnend bij een studie van professor Els Witte van de Vrije Universiteit Brussel, met name: "Strijden om taal, de Belgische taalkwestie in historisch perspectief," een werk dat hij trouwens toejuichte en verder illustreerde met andere wetenschappelijke studies om zijn stelling te onderbouwen.

De heer Schoofs spitste zijn betoog toe op het ontwerp van bijzondere wet houdende een correcte financiering van de Brusselse instellingen, dat volgens hem een voor Vlaanderen nadelige hervorming omvat en in het bijzonder het woord "correct" niet verdient in zijn ogen. Ook hij verwees naar diverse studies die elkaar tegenspreken, om te eindigen met de studie van zijn studiedienst.

De heer Goyvaerts zag het institutioneel akkoord als een overduidelijke overwinning voor de Franstalige

partijen, zowel op korte als op lange termijn. Ook deze stelling werd met studies gestaafd, al wees hij erop dat sommige studies elkaar tegenspreken.

Volgens de heer Annemans zijn de voorliggende ontwerpen een constitutionele dwaling en een aberratie die hij historisch duidt met de verwijzing naar de vorige staatshervormingen.

De staatssecretaris voor Staatshervorming heeft de ontwerpen nogmaals verdedigd en geantwoord op de punctuele kritieken. Hij werd hierin in naam van de meerderheid gesteund door de heer Van Hecke die op zijn beurt verwees naar een studie over de internationalisering van de Vlaamse Rand rond Brussel. Dit alles ter verdediging van de wetsontwerpen.

De amendementen werden verworpen. Het wetsontwerp werd aangenomen met elf stemmen tegen vier.

02.07 **Stefaan Van Hecke**, rapporteur: Mijnheer de voorzitter, collega's, het vierde luik waarop deze wetsontwerpen betrekking hebben werden besproken tijdens de vergaderingen van 2 en 3 juli. De voorzitter heeft diverse amendementen, ingediend door de heer Annemans, onontvankelijk verklaard op basis van het Reglement. De heer Annemans betreurde dat.

In het vierde luik zijn er twee belangrijke onderdelen, namelijk een bijzondere wet en een gewone wet, houdende de wijziging van de kieswetgeving met het oog op de versterking van de democratie en de politieke geloofwaardigheid. De staatssecretaris legde de inhoud daarvan uit, zijnde: het verbod om bij samenvallende verkiezingen kandidaat te zijn voor onverenigbare mandaten, de verplichting om het laatste mandaat waarvoor men verkozen is effectief op te nemen en het verbod om tegelijk effectief kandidaat en kandidaat-opvolger te zijn. Deze principes worden voor het federale niveau, de verkiezingen voor het Europees Parlement en de Duitstalige Gemeenschap geregeld in een gewone wet. De principes voor de verkiezingen van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement en het Brussels Hoofdstedelijk Parlement worden geregeld in een ontwerp van bijzondere wet.

De heer Weyts betreurde dat de politieke vernieuwing enkel in de kieswetgeving wordt aangekaart. Inzake de constitutieve autonomie van de deelstaten wordt volgens hem een stap teruggezet. "Het cumulverbod geldt voor gelijktijdige verkiezingen, maar wat wordt met gelijktijdig bedoeld?" vroeg hij zich af. Hij vroeg zich ook af of verkiezingen nog gelijktijdig zijn als zij bijvoorbeeld met een week verschil plaatsvinden; en hoe de gelijktijdigheid moet worden geïnterpreteerd. De spreker stelde ook de vraag of deze regels ook in het kader van de constitutieve autonomie later al dan niet opnieuw kunnen worden gewijzigd. Volgens de spreker zijn een hele rist maatregelen die in het regeerakkoord werden aangekondigd, thans niet langer in de voorliggende ontwerpen terug te vinden.

De heer Veys vervolgde het betoog van mevrouw Pas, die was begonnen met een soort historisch overzicht van alle standpunten die partijen bij deze materie in de loop van het jaar 2001 al hebben ingenomen.

Mevrouw De Bont spitste haar betoog toe op het ontwerp van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen betreffende de uitbreiding van de constitutieve autonomie.

De staatssecretaris beantwoordde de diverse opmerkingen en stipte aan dat de voorliggende ontwerpen slechts een eerste stap zijn inzake de in de constitutionele akkoorden opgenomen politieke hernieuwing en inzake een nog op te nemen maatregel, zoals bijvoorbeeld het verbod om enige verkiezingsregel te wijzigen minder dan één jaar voor de geplande datum van de verkiezingen.

De staatssecretaris zei ook dat het verbod om zich voor de verkiezingen van een parlement kandidaat te stellen, geldt als iemand gelijktijdig kandidaat is voor de verkiezingen van een ander parlement, wanneer deze verkiezingen op dezelfde dag plaatsvinden.

Hij bevestigde dat de vooropgestelde uitbreiding van de constitutieve autonomie niet slaat op het stemrecht van de in het buitenland verblijvende Belgen voor de Gewest- en Gemeenschapsparlementen.

De heer Weyts constateerde dat het verbod om zich kandidaat te stellen voor de verkiezingen van een parlement enkel geldt, telkenmale de verkiezingen op dezelfde dag plaatsvinden. Om die maatregel te omzeilen volstaat het dus dat de ene verkiezing een week na de andere verkiezing plaatsvindt. Over dit thema werd in de commissie uitvoerig gediscussieerd.

De heer Van Hecke bevestigde dat de voorliggende ontwerpen deel uitmaken van een hoofdstuk waaraan zijn partij veel belang hecht. Er is sinds twaalf jaar geen hervorming geweest, om de politieke vernieuwing voortgang te doen maken. Ter attentie van wie beweert dat het verbod om zich voor diverse verkiezingen kandidaat te stellen, tegelijk kan worden omzeild door de verkiezingen op twee opeenvolgende zondagen te organiseren, antwoordde hij dat de wet objectieve criteria moet bepalen, zoals verkiezingen op dezelfde dag. De wetgever kan nooit alle mogelijke situaties voorzien.

Na diverse replieken werd tot de stemming overgegaan. De voorstellen over de versterking van de democratie en de politieke geloofwaardigheid, zowel het voorstel tot wijziging van de gewone wet als de bijzondere wet, werden aangenomen met veertien stemmen voor en één stem tegen. Het ontwerp van bijzondere wet betreffende de constitutionele autonomie werd aangenomen met elf stemmen tegen vier.

Le **président**: Chers collègues, je tiens à signaler que M. Van Hecke vient de s'exprimer non seulement en son nom, mais également au nom de M. Dallemagne, co-rapporteur.

02.08 Ben Weyts (N-VA): Ik zal het, gelet op de grote lading wetsvoorstellen, betrekkelijk beknopt houden. Ik wou zelfs dat ik nog veel beknopter kon zijn. Normaal gezien kon de bespreking op 10 minuutjes afgerond zijn, want voor de splitsing van BHV is een wetsvoorstel genoeg. Vandaag liggen hier niet een, maar wel 16 wetsvoorstellen voor: een voor de splitsing, vijftien voor de prijs die de Vlamingen moeten betalen.

U zegt dat BHV wordt gesplitst en u zwaait daarbij met dat ene wetsvoorstel. Over die andere 15 zegt u niets. Zelfs dan nog verdedigen de regeringspartijen het akkoord door te zeggen wat er niet in staat. Er staat geen expliciete, letterlijke en onmiddellijke uitbreiding in van het Brusselse Gewest. Er staat niet in dat wij uit onze Vlaamse gemeenten moeten verhuizen. Er staat niet in dat wij onze excuses moeten aanbieden. De Franstaligen hadden wel twintig van de pot gerukte eisen en u hebt er vijf tegen kunnen houden. Amai, proficiat!

Laten we die wetsvoorstellen eens bekijken. We moeten daarbij natuurlijk altijd de reden in het achterhoofd houden waarom wij de splitsing van BHV wilden. Wat was eigenlijk de bedoeling? Ik kan diverse politieke en juridische argumenten aanhalen of verwijzen naar de Grondwet met daarin de bepaling inzake de indeling in taalgebieden en Gewesten.

Au fond zijn er, denk ik, twee hoofdredenen: ten eerste, ervoor zorgen dat er minder communautaire heibel is in de Vlaamse Rand, ten tweede, voor eens en voor altijd ervoor zorgen dat de taalgrens door de Franstaligen niet meer wordt betwist en niet meer ter discussie wordt gesteld. De Franstaligen die in de Vlaamse Rand wonen, moest diets worden gemaakt dat zij in Vlaanderen wonen en niet in Brussel. Dat lijken mij twee essentiële redenen.

Wie de 16 wetsvoorstellen bekijkt, stelt vast dat zij leiden tot meer communautaire heibel en dat de taalgrens soms wordt opgeheven. Er komen extra privileges, 'speciallekes', voor de Franstaligen in de Vlaamse Rand. Zij zullen zich nog meer in Brussel wanen dan vandaag al het geval is. Zij krijgen eigen magistraten en een eigen rechtbank in Vlaanderen. De Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap wordt in het leven geroepen. Er komt een aparte regeling voor de burgemeesters enzovoort.

Wij verwachten van migranten in Vlaanderen dat ze zich aanpassen. Waarom kunnen Franstaligen in Vlaanderen zich niet aanpassen? Waarom is het altijd zo dat de realiteit zich aan de Franstaligen moet aanpassen in de plaats van dat de Franstaligen zich aan de realiteit aanpassen?

De eerste cluster van wetsvoorstellen gaat over een zogezegd zuivere splitsing, zo tracht men ons diets te maken. Die is zuiver, althans als men abstractie van de andere 15 wetsvoorstellen maakt.

Welnu, dat voorstel is tot mijn spijt niet zuiver. Het is prima dat het kiesarrondissement BHV wordt gesplitst. Laat daarover geen onduidelijkheid zijn. Maar het voorstel over de splitsing is onevenwichtig.

Ik vergelijk even met de nota van Bart De Wever als koninklijk verduidelijker, want u verwijst er ook herhaaldelijk naar. U mag de vergelijking maken. Die nota was, voor ons, een pijnlijk compromis. Wij vonden dat daarin niet alleen kersen, maar ook zure pruimen zaten. Dat was pijnlijk, maar het voorzag in een evenwicht. Alle Vlaamse partijen vonden dat een evenwichtig voorstel, zelfs Open Vld.

Dat evenwicht voorzag onder meer in het behoud van de electorale rechten voor de Franstaligen in de faciliteitengemeenten met een dubbele kiesbrief. Daarnaast voorzag het ook in het behoud van de electorale rechten voor de Vlamingen in Brussel, enerzijds, door pooling en, anderzijds, door de niet-invoering van de kiesdrempel.

In wat hier nu voorligt, zit niets voor de Brusselse Vlamingen. De Vlamingen in Brussel maken geen kans meer op een zetel in de Kamer. De officiële tweetalige hoofdstad zal geen Vlaamse vertegenwoordiger in het Parlement meer hebben. De hoofdstad van 6 miljoen Vlamingen zal niet meer in de Kamer worden vertegenwoordigd. Ze zal alleen door 4 miljoen Franstaligen worden vertegenwoordigd, want in het voorstel is er geen sprake van pooling en wordt de kiesdrempel gehandhaafd.

Ik heb trouwens in de wandelgangen vernomen dat u een debat en een stemming op 10 juli wou, op de vooravond van 11 juli. Dat was blijkbaar de vraag van u als Vlaamse partijen. Zelfs dat heeft men u niet gegund. Ook daar hebt u opnieuw naast gegrepen. Ook wat dat betreft bent u met hangende pootjes huiswaarts gekeerd. Ook wat dat betreft bent u opnieuw vernederd door de PS, die tegen was. U hebt niet eens een debat gekregen op 10 juli, laat staan een stemming.

Eigenlijk is dat maar best zo, want u weet dat de 11 juliviering in Brussel plaatsvindt. Ik weet begot niet wat u daar aan de Brusselse Vlamingen zou hebben gezegd. Wat zou u die Brusselse Vlamingen hebben verteld?

Zou u naar waarheid hebben verteld dat een van de rode draden doorheen de akkoorden de zuivering is van Brussel van Vlaamse aanwezigheid? Zou u dat hebben verteld? Zou u hebben verteld dat Brussel minder tweetalig wordt? Ik verwijs naar de verminderde tweetaligheid van de magistraten, omdat slechts een derde van de magistraten in Brussel tweetalig moet zijn. Zou u hebben verteld dat het aantal Vlaamse magistraten daalt tot 20 %? Zou u hebben verteld over de apartheid aan de Zenne, waarbij topjobs enkel voor Franstaligen worden gereserveerd? Zou u hebben verteld dat de Vlamingen daarvoor 1 miljard euro aan Brussel moeten betalen?

Zou u hebben verteld dat er geen enkele Nederlandstalige verkozene uit Brussel meer in de Kamer zitting zal hebben? Met de nota van De Wever zou er minstens nog 1 Vlaamse verkozene uit Brussel zijn. Vandaag is er niets, geen apparentering, geen pooling, maar wel een kiesdrempel. Had u zelfs dit maar gedaan, had u er maar voor gezorgd dat de kiesdrempel bij wijze van bijzondere modaliteit niet zou worden ingevoerd voor Brussel. Ik heb het even bekeken. De feitelijke kiesdrempel in de nieuwe kieskring Brussel is 3,4 %. Had u geen kiesdrempel ingevoerd voor Brussel als bijzondere modaliteit, dan hadden wij misschien nog met CD&V een kartel kunnen vormen voor de verkiezingen in Brussel en hadden we dan misschien nog een verkozene gehad. Daar was dan zelfs een grote kans op. Zelfs dat hebt u echter niet binnengehaald. U hebt het misschien zelfs niet gevraagd, ik weet het niet. Het staat er alleszins niet in. Wat is nu het resultaat? Geen zetel.

Plots hebben de Vlaamse Brusselaars van de meerderheidspartijen in het snotje dat ze eigenlijk belazerd zijn door de eigen partij. De heer Vanraes en anderen zeggen dat de Brusselse Vlamingen de dupe zijn van het akkoord. Ze zeggen dat nu ineens. Ook Wouter Beke heeft dat blijkbaar plots ingezien. Wouter Beke doet een oproep voor een Vlaamse eenheidslijst. Onmiddellijk is er de reactie van de heer Vanhengel van Open Vld, die dat een slecht idee vindt en daar tegen is. Open Vld en Vanhengel voelen zich in Brussel blijkbaar niet verwant met CD&V, de N-VA en andere Vlaamse partijen. Blijkbaar voelen zij zich ideologisch, sociaal-economisch en communautair meer verwant met de PS dan met de Vlaamse partijen. Hier ziet u de heer Vanhengel met de kameraden van de PS, de kartellijst in Evere. De heer Vanhengel en de kameraden – het zijn kameraden, ik weet niet of ze de Internationale zingen – staan hier allemaal op de foto. U ziet hier 33 kandidaten van de PS en 3 van Open Vld. Open Vld in Brussel is zo ver weg dat de fractie zich blijkbaar meer verwant voelt met de PS dan met CD&V, de N-VA en andere Vlaamse partijen. Zo ver weg zijn die mensen. Ik geef nog een leukigheid mee. Op de foto staat ook Fatiha Saïdi. U weet wel, die senator van de PS, die eigenlijk door de PS al te links wordt bevonden. Dat is de dame die het vliegtuig met die Congolees heeft tegengehouden bij de uitwijzing.

Met iemand die door de PS als te links wordt beschouwd en die een zetje krijgt van Elio Di Rupo, daarmee gaat Open Vld in kartel. En dan nog durven zeggen dat wij Brussel opgeven? Wie geeft hier Brussel op?

Wat in deze cluster ook nogal kras is, is dat alle garanties voor de Franstaligen worden gebetonneerd in bijzondere wetten en in de Grondwet. Dat wil zeggen dat de klok niet zal kunnen worden teruggedraaid. Al die 'specialekes', al die privileges worden ingeschreven en gebetonneerd in de bijzondere wetten en in de

Grondwet.

In de Grondwet komt een passage die ik u wil citeren: “Teneinde de gewettigde belangen van de Nederlandstaligen en de Franstaligen in de vroegere provincie Brabant te vrijwaren, voorziet de wet in bijzondere modaliteiten. Aan de regels die deze bijzondere modaliteiten vaststellen, kan geen wijziging worden aangebracht, tenzij bij bijzondere meerderheid.”

Dat roept twee vragen op. Ten eerste, u spreekt over de gewettigde belangen van de Nederlandstaligen en de Franstaligen in de oude provincie Brabant. Kunt u verduidelijken in welke mate in deze voorstellen de gewettigde belangen van de Nederlandstaligen in de vroegere provincie Brabant worden gevrijwaard? Het zijn alleen de Franstaligen in Vlaams-Brabant die privileges en ‘speciallekes’ krijgen. Voor de Vlamingen in Waals-Brabant is er niets.

Ten tweede, voortaan kunnen de bijzondere modaliteiten enkel worden gewijzigd met een bijzondere meerderheid. Ook in de commissie werd de vraag gesteld wat die bijzondere modaliteiten dan zijn. Als antwoord gaf de heer Verherstraeten een opsomming: de dubbele kiesbrief, de afwezigheid van pooling en de afwezigheid van een kiesdrempel. Die kunnen nooit worden gewijzigd. Dat zijn dus de bijzondere modaliteiten.

De heer Wathélet zei dat het niet alleen dat was, maar dat er nog meer was en ook in de toekomst meer zou zijn. In de toekomst kan een regering, een eenvoudige meerderheid, bepalen wat bijzondere modaliteiten zijn en kan ze dus zeggen dat deze of gene aangelegenheid plots niet meer met een gewone meerderheid, maar met een tweederdemeerderheid moet worden gewijzigd.

Dat is dus opnieuw een instrument dat wordt gecreëerd om de Vlaamse meerderheid te neutraliseren, bovenop de bestaande grendels en veiligheidsmechanismes allerhande, met dus opnieuw maar één doel: opnieuw die democratische meerderheid monddood maken.

Ten slotte is er het coöptatiesysteem voor de Senaat. Er is daar toch wel een eigenaardigheid. Ik verwijs opnieuw naar de bedoeling om de taalgrens te bevestigen, om die duidelijk te maken, om de Franstaligen diets te maken dat ze in Vlaanderen wonen en niet in Brussel.

Er wordt hier iets zeer vreemd gecreëerd, want voor de verdeling van de coöptatiezetels voor de Senaat tellen de stemmen mee die de Franstalige partijen behalen in Halle-Vilvoorde, in Vlaanderen dus, over de taalgrens. Daardoor moedigt u de facto de Franstalige partijen aan, verplicht u ze zelfs om alleen op te komen in Vlaams-Brabant, in die nieuwe kieskring.

Voortaan zullen alle Vlamingen in Vlaams-Brabant, niet alleen in Halle-Vilvoorde, maar ook in Leuven, Franstalige propaganda in de bus vinden. Dit zat vanochtend in Beersel in de bus, van de mannen van het FDF. Franstalige provocatieve propaganda, binnenkort ook in uw bus, mijnheer Francken, ook in Leuven, dankzij dit systeem.

De bijkomende bedoeling van dit systeem is vooral om de band te behouden, de rechtstreekse band tussen Halle-Vilvoorde en de Franstaligen. Dat past in plan B, ik zal daarover straks meer zeggen.

Een tweede cluster van Vlaamse toegevingen handelt over de burgemeesters en over de Raad van State, over bijkomende ‘speciallekes’ gesproken. Vandaag is de situatie als volgt: faciliteitengemeenten zijn Vlaamse gemeenten met bijzondere faciliteiten voor de Franstaligen. Het zijn Vlaamse gemeenten en dus ressorteren ze, net als alle andere, onder de Nederlandstalige kamer van de Raad van State.

Er zijn evenwel twee problemen in hoofdte van de Franstaligen. Ten eerste, het is een rechtbank waarin geen Franstaligen zitten, geen eigen volk. Ten tweede, die Nederlandstalige kamer van de Raad van State, die Nederlandstalige rechtbank velt vonnissen die de Franstaligen soms niet bevallen. Die twee problemen worden hier allebei opgelost, als een rechtbank vonnissen velt die de Franstaligen niet bevallen, dan vervangt men toch gewoon die rechtbank. Dat is wat hier gebeurt. Een rechtbank die vonnissen velt die de Franstaligen niet bevallen schuift men opzij, men vervangt ze gewoon door de algemene vergadering van de Raad van State, een tweetalige rechtbank, een rechtbank met Franstaligen, met eigen volk. Deze kamer zal voortaan beslissen over het administratief contentieux en dergelijke in de zes faciliteitengemeenten.

De Franstaligen moeten zich dus niet aanpassen aan de omgeving en de realiteit. Neen, de realiteit, de

omgeving wordt aangepast aan de Franstaligen. Het is er een perfect voorbeeld van.

Ik geef nog een voorbeeld. Het hof van beroep te Mons heeft een vonnis geveld waarin het zich uitsprak tegen de rondzendbrief-Peeters. Is er verdorie één Vlaming die gezegd heeft: "Wij zullen het hof van beroep te Mons veranderen, weg met dat hof van beroep?" Geen enkele Vlaming heeft dat gezegd, want wij respecteren de onafhankelijkheid van de rechtspraak, wij respecteren de scheiding der machten. De Franstaligen niet. Voor hen kan blijkbaar alleen eigen volk objectief recht spreken.

De bedoeling is eenvoudig: men wil de rondzendbrief-Peeters, via een omweg, opnieuw voorleggen aan de Raad van State. Men hoopt dat de Raad van State dan een ander oordeel zal vellen, men hoopt dat die tweetalige rechtbank een ander oordeel zal vellen dan een Nederlandstalige rechtbank. Wat is dus de bedoeling? Meer communautaire heibel!

02.09 Patrick Dewael (Open Vld): Mijnheer Weyts, ik wil u even onderbreken. Ik wil u er eerst en vooral aan herinneren dat de Vlaamse regering zelf heeft vastgesteld dat het voorliggend akkoord niet strijdig is met het Vlaams regeerakkoord, tot spijt van wie het benijdt.

Ik stel vast dat uw partij de ene dag in de Vlaamse regering zit, en er de volgende dag afstand van neemt. U moet zelf maar uitleggen hoe u die spreidstand zult volhouden. Voor de Vlaamse regering, N-VA-ministers inbegrepen, is wat voorligt niet strijdig met het Vlaams regeerakkoord.

Ik zal niet ingaan op alle 'speciallekes' die u hebt aangehaald. Ik wil u wel duidelijk maken dat zolang er in de politiek meningsverschillen bestaan en zolang u niet de helft plus één van de stemmen haalt – en een Vlaamse meerderheid volstaat zelfs niet – u met anderen de dialoog zult moeten aangaan en concileren, en op een bepaald ogenblik tot een vergelijk komen. Ik zal het voor u lelijke woord nog eens gebruiken: een compromis. U moet tot een compromis kunnen komen dat op een bepaald ogenblik een einde maakt aan een politiek meningsverschil, om vooruit te kunnen gaan. Dat is volgens mij essentieel in de politiek.

U kunt het op andere niveaus waar u mee bestuurt wel. In Vlaanderen doet u het geregeld. Soms tegen uw zin, begrijp ik. In Antwerpen in het mobiliteitsdossier, in andere zaken over fiscaliteit of belastingen, sluit u compromissen, maar op het Belgische niveau is dat voor u blijkbaar onmogelijk.

Het zal dus, als ik u goed beluister, nooit genoeg zijn. De toegevingen die gedaan zijn, zijn voor u aberrant.

Ik breng toch even in herinnering dat u aan zet bent geweest en dat u zelf ook voorstellen op tafel hebt gelegd. U hebt zelf ook een vergelijk willen maken over Brussel-Halle-Vilvoorde, daar waar u voor de verkiezingen altijd hebt gezegd dat daarover eigenlijk geen vergelijk hoefde te komen omdat we het Grondwettelijk Hof aan onze kant hebben. Nu probeert u de harde Vlaamse maagdelijkheid te herwinnen door het voor te stellen alsof elke toegeving eigenlijk een toegeving te veel is.

Welnu, wij zeggen met acht partijen dat de nu voorliggende tekst een eerbaar vergelijk vormt. U probeert uit te leggen dat het met u anders geweest zou zijn, dat het met u een kwestie van een walk-over geweest zou zijn. U zou over de Franstaligen zijn gewalst en er zou geen enkele Vlaamse toegeving, geen enkel 'specialleke' om het zo te zeggen, op tafel hebben gelegen. Wie gelooft dat, mijnheer Weyts? Wie gelooft zoiets? Niemand, behalve u zelf!

Ik wil mijn betoog als volgt afronden. Uw partij heeft de mentale ingesteldheid dat zij dat compromis op het Belgisch niveau niet wil, omdat dat Belgisch federaal niveau voor uw partij niet belangrijk is. Uw partij wil compromissen maken op alle niveaus, maar niet op het Belgisch niveau. Daar hebt u geen baat bij een oplossing.

Gedurende de gehele onderhandelingen hebt u een tactiek gebruikt die lijkt op die van de verschroeide aarde – ik wilde die term eigenlijk niet gebruiken –, om liever geen oplossing te bekomen, om de zaak te laten aanmodderen, om de zaak verder te laten verrotten in plaats van een oplossing te verkiezen. Welnu, de acht partijen, een tweederdemeerderheid in de Kamer, wijzen die aanmodderpolitiek af en verkiezen een akkoord om ons land opnieuw vooruit te laten gaan en om ons bezig te houden met andere, met de échte problemen waarmee de mensen bezig zijn.

02.10 Ben Weyts (N-VA): Mijnheer Dewael, wat u zegt in het eerste deel van uw uiteenzetting, zou u natuurlijk wel graag hebben: dat de N-VA uit de Vlaamse regering zou stappen. Dat zou u wel graag zien!

Diegenen die hier een slecht akkoord maken, zou u graag ook nog eens beloond zien door ook nog eens in de Vlaamse regering te treden. Het kwijl loopt eraf! Dat zou u graag hebben.

Ten tweede, stelt u dat wij geen compromis kunnen maken. Ik heb u net gezegd wat het voorstel tot compromis was van de koninklijk verduidelijker, een oplossing voor BHV, een oplossing die iedereen aan Vlaamse kant, u inclus, evenwichtig vond, op twee bladzijden. Het verschil is dat u daar bovenop nog een stapel Vlaamse toegevingen hebt gedaan!

Wat is het wezenlijk verschil? Als de PS zegt dat het compromis onaanvaardbaar is, dan neemt u daar akte van en herbegint u met een wit blad. Als de N-VA zegt dat het compromis van de PS onaanvaardbaar is, dan dumpst u gewoon de N-VA, dan dumpst u de grootste Vlaamse partij. Dat is uw verantwoordelijkheid!

Het is ook normaal dat u dan, zonder de grootste Vlaamse partij, uiteindelijk tot een slechter akkoord komt. Dat lijkt mij nogal logisch. Dat is uw verantwoordelijkheid.

02.11 Gerolf Annemans (VB): Collega Weyts, ik meen dat u, door met die twee papiertjes te wapperen, de zaak toch een beetje te eenvoudig voorstelt. Dat zogenaamde compromis, dat voor u wel aanvaardbaar was, was niet voor alle Vlaamse partijen aanvaardbaar en zou ook voor de kiezer onaanvaardbaar zijn geweest. Dat is waarschijnlijk trouwens de reden waarom u zelfs dat niet hebt aanvaard of op basis daarvan hebt doorgedrukt.

Het probleem is gewoon dat de techniek die de Vlamingen hebben gebruikt, de Vlamingen heeft gebracht waar zij nu zijn. Toen Bart De Wever in tempore non suspecto, toen Leterme nog volop bezig was, zelf naar voren trad en zei dat hij voor BHV eventueel bereid was *une cuillère de sucre* te geven – hij zei dat in het Frans, zowel op de RTBF als in *De Zevende Dag* – is het Vlaams Belang naar uw secretariaat gekomen om daar een vrachtwagen suiker voor uw deur uit te kiepen.

Daarmee hebben wij willen symboliseren dat, als men bereid is om over die zaak, over *une cuillère de sucre*, te onderhandelen, het alleen maar een kwestie van tijd is voor dat ene papiertje de dikke stapel toegevingen wordt die de anderen nu gedaan hebben. De fout zit niet in de toegevingen van de anderen. De fout zit in het onderhandelen over BHV. Dat is onze mening.

02.12 Michel Doomst (CD&V): Collega Weyts, in één zaak – ik hoor dat ook van mensen die van bij het begin aan de onderhandelingstafel zaten – moet ik u wel gelijk geven: u bent inderdaad met bijzonder weinig velletjes aan tafel gaan zitten. De inbreng van de N-VA was op elk moment zeer mager,. Dat is uw probleem, mijnheer Weyts.

Wij zijn met een basistekst begonnen en wij zijn tot resultaten gekomen. Het is niet de bedoeling om na verkiezingen te vermageren, maar wel om de resultaten aan te dikken. Uw probleem, mijnheer Weyts, is een probleem dat ook een krokodil altijd heeft: een geweldige bek, maar veel te korte pootjes om tot resultaten te komen.

02.13 Patrick Dewael (Open Vld): Voorgaande sprekers hebben indirect gezegd wat ik wil repliceren.

Ik wil de heer Weyts enkel nog een vraag stellen. U houdt vandaag een hard en radicaal betoog tegen de Franstaligen. Wat is nu eigenlijk uw officiële discours?

Ik respecteer de Franstaligen en ik wil met hen akkoorden sluiten. Maar zover gaan als de voorzitter van het Vlaams Parlement Jan Peumans gisteren in de Gotische Zaal van het stadhuis, vind ik er lichtjes over.

U weet goed dat de enige reden waarom de heer Peumans dat heeft gedaan, is omdat wij vandaag over de splitsing van BHV spreken en omdat wij dat morgen zullen goedkeuren. De Belgische politiek wordt bevrijd van een angel die er al decennia lang in zit, maar de heer Peumans heeft niet eens de correctheid om minstens dat feit op de feestdag van het Vlaams Parlement aan te halen. Hij heeft de Franstaligen overladen met lofbetuigingen die op zijn minst misplaatst en zeer vals overkomen.

02.14 Ben Weyts (N-VA): Het is ook nooit goed! Nu maakt Peumans een opening naar Wallonië. Hij zegt heel vriendelijk dat hij hen de hand reikt en dan is het weer niet goed.

Mijnheer Doomst, u zegt dat u mij een jaar lang niet aan de onderhandelingstafel heeft gezien. Dat is waar want u bent daar nooit geweest.

U verwijst naar het voorstel van de heer Peumans over samenwerking met Wallonië. Dat is een samenwerking op basis van vrijwilligheid en respect voor elkanders grenzen en identiteit. Dat is het verschil!

Voor de burgemeesters is dezelfde regeling van toepassing. Ook hier is de Nederlandstalige kamer van de Raad van State niet langer bevoegd voor geschillen maar wel de tweetalige rechtbank met eigen Franstalige rechters. Zo kunnen balorige, Fransdolle burgemeesters – zoals de heer Thiéry – verschijnen voor eigen rechters die ongetwijfeld objectief recht zullen spreken.

Meer nog, de tweetalige rechtbank zal voortaan beslissen over de benoeming van de betrokken burgemeesters. Dat is nooit gezien. Iedereen heeft de mond vol over het primaat van de politiek. In deze zal de rechtbank binnenkort beslissen over de benoeming. Lost het iets op? Neen, het lost niets op. Integendeel, de benoemingscarrousel wordt aangemoedigd.

Het zal nog steeds zo zijn dat, zelfs wanneer de benoeming van de burgemeester wordt geweigerd door de Raad van State na een beroepsprocedure tegen een beslissing ter zake van de Vlaamse regering, de gemeenteraad diezelfde kandidaat kan voordragen voor het burgemeesterschap. Zo blijft men bezig, carrousel na carrousel. Er wordt hier niets, *nada*, nul opgelost. Integendeel, er worden problemen veroorzaakt.

De tweetalige rechtbank die dit alles moet behandelen is paritair samengesteld met een even aantal raadsheren. Als er beslissingen moeten worden genomen, komt men met een even aantal niet zo ver. Om die reden wordt een oneven aantal gecreëerd, want de voorzitter is alternerend een Franstalige of een Nederlandstalige. Franstaligen kunnen perfect uitrekenen wanneer er een Franstalige meerderheid zal zijn in die tweetalige rechtbank. Ook dat is een leukigheid die men de Franstaligen cadeau heeft gedaan.

Dit zijn opnieuw onevenwichtige maatregelen die zorgen voor meer heibel in de Dorpsstraat in de Vlaamse Rand en in de Wetstraat. Opnieuw worden de 'speciallekes', de privileges voor de Franstaligen in de Grondwet en in bijzondere wetten gegoten, maar enkel voor de Franstaligen. Dit heeft alvast het voordeel van de eerlijkheid en openheid. Nu staat er ook letterlijk dat er enkel voor Franstaligen garanties zijn opgenomen in de bijzondere wet en de Grondwet. De bescherming die de Vlamingen genieten, bijvoorbeeld ingevolge de rondzendbrief-Peeters, valt niet onder die garanties.

Een derde cluster van Vlaamse toegevingen gaat over Brussel. Brussel krijgt de schat van Beersel. Het gaat hier niet over mij, maar over geld. De Vlamingen moeten Brussel een blanco cheque geven van 1 miljard euro, inclusief de regeling die ons nog te wachten staat, en in ruil krijgen de Vlamingen minder tweetaligheid. Het aantal Vlaamse magistraten daalt tot 20 %. Wij krijgen apartheid aan de Zenne. Topjobs worden gereserveerd voor Franstaligen. Geen enkele Vlaamse verkozenen meer in de Kamer. En van de beloofde structurele bestuurlijke hervormingen komt er niets in huis.

Ik heb het dan over heel dat bestuurlijk institutioneel kluwen in Brussel met de 19 burgemeesters, de 19 gemeenteraden, de 19 schepencolleges, de 19 OCMW-raden en de 6 politiezones. Dit alles maakt dat Brussel een legertje politici heeft van ongeveer 1 000 personen. In Bachten de Kupe zeg ik altijd dat zij moeten opletten als zij naar Brussel gaan en het nodige respect aan de dag moeten leggen want als zij op de tram stappen in Brussel zit daar ongetwijfeld ook een Brussels politicus op. Het is hen dus geraten om op hun woorden te letten.

Waarvoor zal het Brusselse Gewest dit geld gebruiken? Eigenlijk weten wij dat niet. In het akkoord staat te lezen dat dit geld specifiek wordt bestemd voor, bijvoorbeeld, mobiliteit. Echter, de Raad van State wijst er in alle eerlijkheid op dat met de huidige regeling het geld niet kan worden bestemd. Daarom hebben wij, in onze constructieve zelve, opnieuw een compromis naar voren geschoven. Indien u effectief wilt dat het geld wordt bestemd zoals u het wilt, kan dat. Er is vandaag al een heel eenvoudige kapstok in de bijzondere wet, namelijk dat de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door het Parlement en door de regering kan worden gecontroleerd. Wij hebben ter zake een amendement ingediend dat tegemoetkomt aan wat u vraagt. De Raad van State merkt op dat u geen bestemming kunt geven aan al die miljoenen euro, dat u dat niet kunt hard maken. Welnu, daarvoor hebben wij een oplossing. Wij zijn dus opnieuw constructief en steeds tot uw dienst.

De meerderheid hield de spanning misschien voor deze plenaire vergadering, maar ons amendement werd in de commissie weggestemd. In de commissie werd zelfs een heel banaal amendement weggestemd, waarbij wij, vermits het geld vooral van Vlamingen komt, een participatie vragen van het Vlaams Gewest, zelfs van de Vlaamse Gemeenschap en van de Franse Gemeenschap in het Belirisfonds en het Beliriscomité. Het gaat immers om ons eigen geld. Wij moeten toch iets over ons geld te zeggen hebben. Ook dat amendement werd weggestemd.

Een deel van het geld dat extra wordt toegekend, gaat naar het Belirisfonds. Het Belirisfonds is een Brussels Fonds voor de hoofdstedelijke en internationale functie van Brussel. Dat is de officiële tituluur. Het fonds wordt gefinancierd door federaal, lees vooral Vlaams, belastinggeld. Het Rekenhof erkent dat het Belirisfonds al jaren slecht wordt beheerd. Al jaren blijven wij miljoenen euro in voornoemd fonds stoppen die niet worden gebruikt.

Vervolgens kan ik u een bloemlezing geven van bestedingen uit het verleden. U bent dan onmiddellijk gerustgesteld over wat met het Vlaamse geld ter zake zal gebeuren. In 2012 ging bijvoorbeeld elf miljoen euro naar cultuur of naar wat voor cultuur moest doorgaan, zoals een zaal voor gevechtssporten, subsidies voor de verfraaiing van gevels, drie zwembaden en een atletiekacademie. Sport en cultuur zijn niet eens gewestelijke bevoegdheden. Dergelijke bestedingen zijn dus eigenlijk illegaal.

Een en ander is echter gezegd ten bate van de hoofdstedelijke en internationale functie van Brussel. Zwembaden en gevechtssporten dragen bij tot de hoofdstedelijke en internationale functie van Brussel. Ik geef toe dat volgens sommige buitenlandse media Brussel inderdaad de internationale hoofdstad van het straatgeweld is. Ik meen echter niet dat het de bedoeling is daaraan bij te dragen.

Waaraan zal het geld nog meer worden besteed? U raadt het niet. Het geld zal ook aan nieuwe bijkomende bevoegdheden worden besteed. Het Gewest heeft dus geen geld meer en de kassen zijn leeg, maar als het dan extra middelen krijgt, besteedt het die middelen aan nieuwe bevoegdheden die het krijgt. Als men het vandaag niet kan redden met het geld dat men krijgt, zou men denken dat men met extra geld gewoon doet wat men vandaag zou moeten doen. Maar nee, het Gewest eist extra bevoegdheden en krijgt die ook, zelfs als anderen die bevoegdheid al uitoefenen. Ik denk bijvoorbeeld aan toerisme. Het meent zelfs dat te moeten overdoen. Ook daaraan moet dus geld worden besteed.

02.15 Stefaan Van Heck (Ecolo-Groen): Mijnheer Weyts, als u dit verhaal vertelt, moet u eerlijk zijn. In het akkoord werd opgenomen waarvoor het geld moet worden gebruikt. Een deel is geaffecteerd, een deel niet. U bent begonnen over het deel voor mobiliteit. U komt af met uw amendement. Wij weten dat de Raad van State in dat verband heeft opgemerkt dat de federale overheid niet kan beslissen waar dit geld specifiek naartoe moet gaan. Iedereen wilde echter dat dit geld specifiek voor mobiliteit zou worden gebruikt.

De oplossing is gevonden, mijnheer Weyts. Vorige week vrijdag heeft het Brussels Parlement een resolutie goedgekeurd en beslist dat de gelden die zullen overkomen, zullen worden besteed aan mobiliteit. Bijna iedereen was het daarmee eens, op een persoon na. Zelfs de oud-Vlaams Belangers in de raad hebben meegestemd, het FDF heeft meegestemd, maar een N-VA'er heeft zich onthouden. Wij weten niet waarom.

De tekst zegt duidelijk dat de middelen, tot 135 miljoen binnen enkele jaren, voor mobiliteit moeten worden gebruikt. U keurt dat niet goed. Mijn conclusie is dat u niet wilt dat er in Brussel extra geld naar mobiliteit gaat. Dan komt u nu met dergelijk amendement af. Mijnheer Weyts, het probleem is opgelost. Het geld zal worden gebruikt voor investeringen in mobiliteit.

02.16 Ben Weyts (N-VA): De Brusselse hoofdstedelijke regering was waarschijnlijk zeer onder de indruk van uw resolutie! Wij stemmen hier elke dag resoluties voor een oplossing van het Israëlisch-Palestijns conflict, voor de wereldvrede, tegen de opwarming van de aarde. Hoe is het mogelijk dat dit nog altijd niet is gerealiseerd? Er werden nochtans resoluties goedgekeurd! Ga vooral door met het goedkeuren van resoluties, als u dat therapeutisch kan helpen.

Ik was nog het volgende vergeten. Wat krijgen de Vlamingen nog in ruil voor al hun geld? Zij krijgen de Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap. U denkt natuurlijk: een vierde gemeenschap, een nieuwe bijkomende gemeenschap, dat kan toch niet. Wat is dan het verschil met de Gemeenschappen, die vandaag bestaan en die in de Grondwet staan?

De heer Delpérée heeft in de Senaat het verschil uitgelegd. Het verschil is de kleine c en de grote C. De

Communauté met een grote C, dat zijn de bestaande Gemeenschappen. De communauté met een kleine c zijn de nieuwe gemeenschappen. Het is zo simpel als dat.

In het handboek Institutionele Rechten zal voortaan staan dat er een onderscheid is tussen communauté met een kleine c en Communauté met een grote C. Was het niet allemaal zo triest, het zou belachelijk klinken.

Waarom moet die Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap er komen? Ik zou het eigenlijk niet weten. Bart De Wever had de Gewesten in zijn compromisvoorstel uitgenodigd en opgeroepen om samenwerkingsakkoorden te sluiten. Dat kan vandaag ook al. Vandaag kunnen de Gewesten samenwerkingsakkoorden over van alles en nog wat sluiten. Onze Philippe Muyters heeft trouwens akkoorden met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gesloten. Dat kan allemaal perfect. Er is geen nieuwe structuur nodig.

Ofwel is de Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap een lege doos, ofwel is zij het paard van Troje. In beide gevallen moeten wij dat verhaal onmiddellijk dumpen. Als de gemeenschap een lege doos is, heeft ze immers geen nut. Dan kunnen wij ze gewoon dumpen. Dan kunnen wij samenwerken op basis van de samenwerkingsakkoorden. Als ze een paard van Troje is, voor de uitbreiding van Brussel, moeten wij er zeker van af.

Sommigen maken de vergelijking tussen de huidige Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap en de euregio Rijsel, Kortrijk en Bergen. Een niet onbelangrijk verschil is dat het daarbij gaat om een samenwerking op basis van vrijwilligheid en zonder verborgen agenda's.

In de Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap worden de gemeenten verplicht om deel uit te maken van de Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap, van mijn eigen Beersel tot Gooik, Londerzeel, Kapelle-op-den-Bos, Diest en Tienen. Zij zullen voortaan van rechtswege verplicht, gedwongen, deel uitmaken van de Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap. Dat is allemaal omwille van samenwerking, op basis van dwang, met het geweer tegen het hoofd. Dat is toch een vreemde manier van samenwerking.

De heer Doomst zegt op zijn website – en wees gerust, ik zal zijn citaten uit het verleden besparen, het is de enige keer dat ik hem zal citeren: “Het weze dus duidelijk: wij stappen niet in een metropolitane gemeenschap die vanuit de Franstaligen als expansie- en niet als integratiemethode wordt bekeken. Voor ons geen metropolitrojaans vehikel”.

De N-VA is duidelijk. In gemeenten waar wij het voor het zeggen zouden kunnen hebben na oktober 2012, zeggen wij dat wij in geen geval meewerken aan die Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap.

Gelet op zijn standpunt vraag ik hem dan ook of de heer Doomst dezelfde houding zal aannemen en dus ook zal zeggen dat hij die Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap zal boycotten en daaraan in geen geval zal meewerken?

02.17 Michel Doomst (CD&V): Als u uw mond wat verder zou opendoen, zou u zien dat u met een gespleten tong aan het spreken bent.

U zegt dat wij met de Brusselse Vlamingen toch constructief tot oplossingen moeten komen, maar als er dan een mogelijkheid is om van Gewest tot Gewest, vanuit zelfstandigheid, een dialoog aan te gaan, zegt u weer neen.

De manier waarop u alleen maar zurigheid, conflict en vijandigheid kweekt, is om er depressiever van te worden dan het weer u nu al maakt. Als u uw mond wat meer zou opendoen, zou die gespleten tong meer en meer duidelijk worden.

02.18 Ben Weyts (N-VA): U bent een beetje als Eric Van Rompuy, die met grote zurigheid zegt dat de anderen zuur zijn.

Blijkbaar is er een misvatting. U denkt dat die Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap dient om de banden te onderhouden met de Brusselse Vlamingen, met Bruno De Lille en anderen?

Nu verdedigt u die Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap. Dus blijkbaar bent u van mening veranderd. Ik

noteer dat. Dat is een keuze. Voor de kiezers in Gooik is het duidelijk. Ofwel kiezen zij voor de N-A en zorgen ze ervoor dat hun gemeente niet meewerkt met de Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap, ofwel stemmen ze voor de heer Doomst en CD&V en dan weten ze dat hun gemeente wel meewerkt aan de Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap.

Ook die 'speciallekes' worden weer gebetonneerd in de bijzondere wet. Dat is wel duidelijk. De Franstaligen vinden het allemaal zulke goede akkoorden, dat ze al die privileges, al die akkoorden, al die garanties willen betonnen in de bijzondere wet en in de Grondwet, en dat is dan bovenop al die grendels en blokkeringsmechanismes die nu al bestaan. Hoe is in dit land een democratisch beleid überhaupt nog mogelijk?

In België regeert de democratische meerderheid niet, ze wordt geblokkeerd. Een andere verklaring voor die vergrendeling en betonning is cynischer. Een aantal nieuwe regels is ongrondwettelijk en overduidelijk in strijd met het gelijkheidsbeginsel. De klassieke manier om ongrondwettelijkheden toch grondwettelijk te verklaren, is door ze in te schrijven in de Grondwet. Er is geen enkel beroep bij welke rechtbank dan ook mogelijk.

Er is nog een reden voor die betonning in de bijzondere wet en de Grondwet. Ik zal professor Christian Behrendt citeren, constitutionalist aan de ULG. Hij fluistert diverse Franstalige politieke partijen in. Hij is vrij open. Ik zal hem in het Frans citeren.

"J'estime que ce risque de voir la frontière linguistique autour de Bruxelles transformée en indiscutable frontière d'État en cas de partition future du pays est repoussé. De nombreux liens institutionnels forts sont, en effet, mis en place entre Bruxelles et les six communes à facilités ainsi qu'entre Bruxelles et la grande périphérie. Ainsi, notamment:

- l'arrondissement judiciaire de Bruxelles est inscrit dans la Constitution et les lois spéciales comme s'étendant dans l'ensemble des 54 communes de Bruxelles-Hal-Vilvorde;
- en matière pénale, le droit d'être jugé dans sa langue est absolu dans l'ensemble de BHV.
- des règles spécifiques de renvoi et de changement de langue en matière judiciaire sont prévues dans les six communes à facilités et dans l'ensemble de Hal-Vilvorde;
- toujours en matière judiciaire, la comparution volontaire est possible devant le juge de sa langue au sein des 54 communes de BHV. Les électeurs des six communes à facilités peuvent voter directement pour les listes francophones bruxelloises et les voix des électeurs de Hal-Vilvorde sont intégralement comptées dans l'ensemble des voix francophones émises lors des élections législatives;
- les facilités sont garanties;
- une communauté métropolitaine s'étendant à tout le Brabant est créée."

Collega's, dit is het plan B: de Franstaligen bereiden zich voor op de eventuele splitsing. Ik hoorde Wouter Beke vandaag herhaaldelijk zeggen dat ze het protest van sommigen van tafel mogen vegen omdat die bezig zijn met de splitsing van het land. Wel, diegenen die echt bezig zijn met de splitsing van het land zitten met de heer Beke aan tafel. Alleen snapt hij dat niet. Ze beweren te onderhandelen voor het behoud van het land, maar eigenlijk zijn ze bezig met de voorbereiding van de splitsing van het land. Alle Vlaamse toegevingen, extra privileges en het betonnen ervan, passen perfect in dat kader.

Ik word dan ook zeer bitter als ik de verklaringen hoor en lees van Vlaamse prominenten die het hebben over communautaire pacificatie. Men leest dat overal. De heer Wouter Van Besien zegt dat dit na meer dan 40 jaar discussie over de kieskring BHV eindelijk voor communautaire rust zal zorgen. De heren Doomst en Van Biesen hebben gelijkaardige verklaringen afgelegd. Volgens de heer Verherstraeten zal er meer pacificatie komen in de Vlaamse Rand, een vreedzame samenleving tussen Nederlandstaligen en Franstaligen in die streek. In de Franstalige pers is men nog explicieter: "Nous créerons les conditions d'une paix communautaire durable. La paix, enfin la paix". Dat zegt de heer Verherstraeten. La paix, enfin la paix, in Mons misschien, mijnheer Verherstraeten.

Zal ik u eens vertellen hoe het leven er werkelijk aan toegaat in de Vlaamse Rand? Het leven zoals het is in de Vlaamse Rand na uw akkoorden. Ik spreek enkel over de recente maanden en enkel over de faciliteitengemeente die ik het best ken, Sint-Genesius-Rode, naast Beersel, mijn gemeente. Ik kan u vertellen dat de politiezone Rode niet mag meedoen aan de fietsactie van "Kom op tegen Kanker" omdat die georganiseerd wordt door de Vlaamse Liga tegen Kanker. Daar mogen agenten van Sint-Genesius-Rode natuurlijk niet aan meedoen. Sint-Genesius-Rode weigert de organisatie van De Gordel op het eigen grondgebied.

Ook een fietsactie voor kinderen wordt verboden, de activiteit "Kijk! Ik fiets!". Die is bedoeld voor kinderen tussen 4 en 7 jaar en wordt normaal gezien georganiseerd door een gemeentelijke vzw Wauterbos. Het schepencollege heeft beslist dat die actie om kinderen te leren fietsen niet meer mag worden georganiseerd door de gemeentelijke vzw. Het heeft een verbod opgelegd. De reden daarvoor is dat de begeleiding van de activiteit in het Nederlands gebeurt. Meer nog, ook de publiciteit was in het Nederlands. Quote: "We mochten in de gemeentescholen in Rode zelfs geen folders uitdelen". Dat is uw "paix communautaire" in de Vlaamse Rand, mijnheer Verherstraeten.

Het wordt evenwel nog erger.

02.19 Luk Van Biesen (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, voor de eerlijkheid van het verslag zou ik toch ook iets willen zeggen na hetgeen de heer Weyts daarnet gezegd heeft over de beslissing van het college van Sint-Genesius-Rode. In de motivering van het college wordt verwezen naar een uitdrukkelijk schrijven van N-VA-minister Bourgeois, die verplicht dat alle publicaties die meegegeven worden in de scholen in de twee talen moeten zijn. Dat is de essentie van de zaak.

02.20 Ben Weyts (N-VA): U weet natuurlijk perfect dat dit geen verantwoording is en dat dit geen steek houdt. "La paix, enfin la paix", maar het is goed dat u uw houding motiveert en u hebt meer dan gelijk.

Ik zal u eens zeggen wat de bedoeling is. U hebt dit akkoord gemaakt met MR, Ecolo, Groen en cdH. De burgemeester van Sint-Genesius-Rode, mevrouw Rolin, is Kamerlid voor cdH. Ze gaan in Sint-Genesius-Rode opnieuw met alle Franstalige partijen een front vormen, met la Liste du Bourgemestre, met cdH, MR, de goede vrienden van FDF en vanzelfsprekend ook de goede vrienden van Ecolo.

Waarom doen zij dat? Wel, dat is heel eenvoudig. Kijk, ziet u dat? Dat is de doelstelling, daarom gaan zij op één lijst staan: "pas d'échevin flamand au conseil communal". Het gaat niet over goed bestuur of nieuwe wegen in de gemeente, het gaat over het feit dat er geen Vlaming meer in het schepencollege zou zitten. Dat is de bedoeling van deze mensen. Het schepencollege zuiveren van Vlaamse aanwezigheid, dat is de bedoeling, daarom gaan ze samen op één lijst staan met de goede pacifistische vrienden van Ecolo.

U kent de definitie van racisme. Ik heb nog eens gekeken op de website van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, vreemd dat men het daar moet gaan zoeken. Men verwijst daar naar volgende definitie: "Het uiten van minachting, vijandigheid of haat van het ene ras jegens een ander, voortkomend uit een gevoel van meerwaarde." Wel, dit is minachting, dit is vijandigheid, dit is haat, dit is racisme.

Om het nog duidelijker te stellen zal ik eens een andere proberen: "Pas d'échevin turc au conseil communal. Pas d'échevin marocain au conseil communal. Pas d'échevin arabe au conseil communal!".

Mocht dat er staan, het kot zou te klein zijn. Maar dit mag wel allemaal, want het is tegen de Vlamingen.

Aan die partij doet u Vlaamse toegevingen bij de vleet. U geeft ze extra privileges. "La paix, enfin la paix!" Meent u dat echt, of probeert u het ons wijs te maken?

Het stoort mij uitermate dat het met dit akkoord nog erger wordt. De maatregelen die u in deze akkoorden vervat hebt, maken de zaken nog erger. Zij zorgen voor meer communautaire heibel, zij zorgen voor meer twisten, zelfs tussen u beiden. De ene zegt wit, de andere zegt zwart.

Ik geef het voorbeeld van de Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap. De Vlamingen onder u zeggen: "Het is een lege doos." Zij zeggen wit. De Franstaligen onder u zeggen zwart. Zij zeggen – en ik citeer opnieuw de website van de MR: "Bruxelles a renforcé son lien avec les 6 communes à facilités dont le statut est désormais bétonné dans la Constitution. En outre, l'accord consacre l'existence par une loi spéciale d'une communauté métropolitaine qui permet d'élargir Bruxelles sur base du Grand Brabant".

Ook cdH zegt dat.

"Comme Joëlle Milquet le voulait depuis longtemps, une communauté métropolitaine, dont le principe sera inscrit dans la loi spéciale, verra le jour, ce qui organise le désenclavement de Bruxelles de manière évidente".

U zegt wit, zij zeggen zwart. Wat zal het resultaat zijn? Meer communautaire heibel! De rondzendbrief-Peeter is daarover zeer duidelijk. De Vlaamse partijen zeggen allemaal: "De rondzendbrief-Peeters is zeer goed, die moet absoluut blijven bestaan." Wat zeggen de Franstaligen? De heer Bacquelaine zegt in de plenaire vergadering: "Ce sont des circulaires illégales."

Ik citeer opnieuw de website van de MR: "La consécration légale de la circulaire Peeters prévue initialement a été empêchée par le MR."

In de nota van Bart De Wever stond een oplossing, namelijk de inschrijving van de logica van de interpretatie van de taalwetgeving, zoals die staat in de rondzendbrief-Peeters, om die te verankeren in de wetgeving. Een Vlaamse overwinning en vooral een oplossing voor een probleem. Maar hier staat dus: "C'est donc la loi actuelle et la jurisprudence récente, favorables aux francophones, qui s'imposent. Si des abus du côté néerlandophone persistent, un recours sera possible devant l'assemblée générale" – dus met Franstalige rechters – "du Conseil d'Etat." Ook hier zien we dus dat u wit zegt, terwijl zij zwart zeggen.

Wat zal de oplossing zijn, wat zal het resultaat zijn? Een clash. Zij zullen trachten om de rondzendbrief-Peeters opnieuw voor te leggen – dat staat er letterlijk – aan de tweetalige algemene vergadering van de Raad van State. Er komt dus opnieuw heibel, niet alleen bij ons in de dorpsstraat, maar ook in de Wetstraat.

Ik kom tot de taal van de oproepingsbrieven voor de verkiezingen. Uit de debatten is ook daarover duidelijk gebleken dat u wit zegt, terwijl zij zwart zeggen. Conform de logica van de rondzenbrief-Peeters moeten die oproepingsbrieven eentalig Nederlands verstuurd worden. Dat zeggen de Vlaamse partijen. De Franstalige partijen zeggen dat die in het Nederlands en in het Frans opgesteld moeten worden. Dat staat er letterlijk. Ik citeer: "Joëlle Milquet s'est déclarée favorable au choix effectué par la bourgmestre de Rhode-Saint-Genèse pour l'envoi des convocations électorales en périphérie à la fois en néerlandais et en français pour les francophones."

Ook daar weer zegt u wit en zeggen zij zwart. De oplossing zal bestaan uit meer conflict, meer tegenstellingen.

Zo kan ik nog wel even doorgaan. De constitutieve autonomie voor Brussel. CD&V zegt duidelijk dat Brussel niet hetzelfde statuut mag hebben als de twee andere grote regio's. De Vlaamse en Franse Gemeenschap moeten daar een belangrijke stem behouden. Dan zegt de MR: "Le MR a obtenu la consécration de Bruxelles comme Région à part entière dans la Constitution, chose qui lui était refusée depuis sa création à la fin des années '80. Il est enfin mis un terme à l'époque où Bruxelles bénéficiait d'un sous-statut institutionnel".

Opnieuw zegt u wit en zij zwart. De oplossing zal bestaan uit communautaire conflicten.

In het debat is een paar keer kritiek ten aanzien van de N-VA aan bod gekomen. U verwijt ons dat wij alleen zeggen, niet doen. Wat hebt u echter gedaan? U hebt het compromisvoorstel van De Wever, van de koninklijk verduidelijker, dat u perfect evenwichtig vond, genomen en daar 16 wetsvoorstellen bovenop gegooid, Vlaamse toegevingen, extra 'speciallekes' voor de Franstaligen in de Vlaamse Rand waardoor de taalgrens soms de facto wordt opgeheven, er een achteruitgang voor de Vlamingen in Brussel komt, meer communautaire heibel in de Rand en een minder Vlaamse Rand. Daar hebt u nog eens een blanco cheque voor Vlaams geld bovenop gedaan. Dat hebt u gedaan. U had verdorie beter niets gedaan.

Als ik deze bundel zie, als ik dit alles zie, dan begrijp ik dat dit akkoord wordt gesteund door alle Franstaligen minus drie gekke heerschappen, en dat er aan Vlaamse kant amper een meerderheid is. Is alles verloren, mijnheer Van Hecke? Ik weet het niet. Ik reken een beetje op u. Het heeft mij vorige week een beetje verbaasd toen ik de agressiviteit, de felheid heb opgemerkt waarmee de fractie Groen-Ecolo tekeerging tegen deze regering. Ik citeer even de heer Calvo: "Deze regering vertoont bijzonder veel gelijkenissen met de oude kernreactor Tihange 1. Allebei oud, van een vorige eeuw, versleten en onbetrouwbaar. Deze klassieke tripartite zorgt ervoor dat Tihange 1 tot 2025 openblijft. Wel", zegt Calvo, "ik hoop dat de kiezer ervoor zal zorgen dat deze klassieke tripartite niet tot 2025 blijft zitten". De heer Calvo van de fractie Groen-Ecolo zegt dus eigenlijk dat hij hoopt dat de kiezer ervoor zorgt dat de stekker er wordt uitgetrokken. De heer Calvo heeft de stekker echter zelf in handen. Hij vraagt de anderen om aan zijn arm te trekken.

02.21 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer Weyts, het verheugt mij dat u goed luistert naar de heer

Calvo en naar de boodschap die hij brengt. Het ging over kernenergie. Daarover hebben wij inderdaad een andere mening dan jullie, maar u maakt een grote fout. U hebt er trouwens al veel gemaakt. Als u wilt, zal ik er straks nog een paar aan toevoegen. Er is een regering met zes partijen en er is een communautair akkoord met acht partijen. Dat weet u heel goed. Het communautaire akkoord met acht betreft niet de regering. De regering bestaat uit zes partijen, maar ik begrijp dat het voor u intellectueel moeilijk en niet evident is om het verschil tussen zes en acht te begrijpen.

Wij hebben kritiek op de regering, wat bepaalde beleidsbeslissingen betreft. Wij zullen, als het moet, hard oppositie voeren, maar wij hebben een akkoord met acht. Dat akkoord, dat een evenwichtig akkoord is, zullen wij loyaal uitvoeren, zoals wij dat ook van iedereen verwachten.

02.22 Ben Weyts (N-VA): Ik probeer nog eens te herhalen wat de heer Calvo gezegd heeft. De heer Calvo heeft gezegd dat men snel de stekker uit deze regering, uit deze tripartite, mag trekken en dat het een schande is dat ze nog bestaat. U hebt die stekker echter zelf in handen. U spreekt zelfs over wantrouwen.

Ik heb ook gelezen wat uw voorzitter Wouter Van Besien zegt: “Ze zijn ons aan het rollen. Een afspraak is een afspraak, maar ze zijn ons aan het rollen, die meerderheidspartijen. Ik heb er geen vertrouwen meer in.”

Geachte Groen-fractie, u bent al gerold, al drie keer.

Ten eerste, u hebt altijd gezegd dat u dit akkoord blijft steunen omdat u een grote prijs, een grote trofee hebt binnengehaald, namelijk de politieke vernieuwing en het herstel van de politieke geloofwaardigheid. U zegt dat er dankzij Groen voor de deelstaatparlementen een gewestelijke kieskring komt. Daar bent u al gerold, want die mogelijkheid bestaat nu al in de wet. Ik geef een voorbeeld. Patrick Janssens kan in heel Vlaanderen opkomen, in een gewestelijke kieskring. Hij kan dat nu al, op basis van de huidige wetgeving.

Ten tweede, u zegt: gedaan met de dubbele kandidaturen. Patrick Janssens kan bijvoorbeeld niet meer opkomen voor het Vlaams Parlement en voor de Kamer, maar – dat zijn de kleine lettertjes – dat geldt enkel voor samenvallende verkiezingen. Ze moeten zelfs op dezelfde dag samenvallen.

Ik hoorde ondertussen minister-president Peeters zeggen dat zij in 2014 de verkiezingen niet gelijktijdig zullen organiseren, niet op dezelfde dag, maar dat zij er een week tussen zullen laten. Dan kan die dubbele kandidatuur perfect. Patrick Janssens kan dus wel op beide lijsten staan. De heer Van Hecke zegt in de commissie dat die week verschil een onvoorzienbare omstandigheid was. Dat is toch geen onvoorzienbare omstandigheid? Die omstandigheid wordt nu al aangekondigd door CD&V, door minister-president Kris Peeters. Dat is dus al de tweede keer dat u gerold bent.

Ten derde, u beweert dat het kiezersbedrog wordt afgeschaft en dat er geen schijnkandidaten meer zullen zijn. Bijvoorbeeld, het kan niet meer dat Patrick Janssens voor de Kamer opkomt, maar toch in het Vlaams Parlement blijft. Volgens de Groenen zijn dergelijke mogelijkheden voorbij met voorliggend akkoord over politieke geloofwaardigheid.

In de kleine lettertjes staat echter dat zulks niet voor de opvolgers geldt. Patrick Janssens kan dus perfect kiezersbedrog plegen, indien hij, Vlaams parlamentslid, gewoon op de lijst bij de opvolgers voor de Kamer staat. Hij kan dus perfect kiezersbedrog en kiezersfraude plegen.

Houdt het herstel van de politieke geloofwaardigheid in dat de kleine lettertjes moeten worden gelezen? Er zal dus een situatie ontstaan, waarbij partijvoorzitters en ministers nog aan de andere verkiezingen zullen deelnemen. Zij zullen echter enkel bij de opvolgers staan. Dat is het enige verschil. Wordt met zo'n regeling de politieke geloofwaardigheid hersteld?

U bent eigenlijk al drie keer gerold. De haan heeft al drie keer gekraaid. Ofwel heeft men u blaasjes wijsgemaakt, ofwel probeert u zelf de mensen blaasjes wijs te maken.

Waarom zou u de huidige regering nog rechthouden? U hebt de stekker in handen. Indien u het niet doet voor het milieu en indien u het niet doet voor de politieke vernieuwing of voor de kernuitstap, doe het dan misschien voor de Vlamingen in Brussel, doe het dan voor de Vlamingen in de Rand en doe het dan voor mijn en onze kinderen in de Vlaamse Rand, zodat zij nog in een Vlaamse gemeente kunnen opgroeien. Verdorie, doe het.

02.23 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Ik begrijp de grote frustratie bij de N-VA. Men ziet dat een belangrijk onderdeel, een eerste hoofdstuk, wat de N-VA in alle onderhandelingen ook belangrijk vond, vandaag wordt goedgekeurd. Men gaat natuurlijk altijd op zoek naar iets waardoor de regeltjes kunnen worden omzeild. Dat is de sport. Ik zal het niet hebben over hoe Muyters en Bourgeois vorige keer naar de verkiezingen zijn getrokken.

Men zou de verkiezingen met een week verschil kunnen organiseren: federale verkiezingen op een zondag en Vlaamse verkiezingen een week vroeger of een week later. Met onderhavige wettekst houden wij dat niet tegen. Maar goed, dat men zijn gezond verstand niet gebruikt, houdt men niet altijd tegen met wetten. Welke overheid zal beslissen om de verkiezingen een weekje vroeger of een weekje later te organiseren?

Goed, als het van u afhangt, mag dat in de wet ingeschreven worden: er mag geen week verschil zijn. Wat moet men dan doen als het 2 of 3 weken later of vroeger is? Wat is uw alternatief? Hoe zou u het dan formuleren? Hebt u ter zake een duidelijk amendement ingediend om de gaten, die u hebt ontdekt, te kunnen omzeilen? Hoe zult u dat doen?

U bent gewoon weggelopen op het moment dat de akkoorden gesloten moesten worden. Dat is de realiteit.

02.24 Ben Weyts (N-VA): Ik heb het waarschijnlijk verkeerd begrepen, maar ik dacht dat de heer Van Hecke zou antwoorden op de opmerking dat de haan drie keer heeft gekraaid. Hij heeft daarop slechts met een repliek geantwoord. Hij zegt dat het een onvoorziene omstandigheid is, niettegenstaande het feit dat de minister-president klaar en duidelijk aankondigt dat het de bedoeling is om de verkiezingen met een week verschil te organiseren. U past uw wetsvoorstel daaraan niet aan. U weet dus perfect dat het kiezersbedrog nog zal plaatsvinden. Probeer de mensen dus niets anders wijs te maken.

Laten we het oplossen. Ik stel voor dat u nog een resolutie goedkeurt.

Le **président**: M. Dehaene était collectionneur de coqs.

La parole est à M. de Donnea.

02.25 François-Xavier de Donnea (MR): Monsieur le président, j'ai bien écouté M. Weyts qui nous a expliqué que ces accords constituent une grande victoire pour les francophones. J'attends, maintenant, avec grande impatience, le discours de M. Maingain qui nous expliquera que c'est une grande victoire pour la Flandre. Pour ma part, j'estime que la vérité se situe quelque part au milieu et que l'on ferait mieux de se pencher sur les préoccupations sociales et économiques de la population de notre pays.

02.26 Valérie Déom (PS): Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, chers collègues, le 11 octobre 2011, les six partis de l'actuel gouvernement ainsi qu'Ecolo et Groen concluaient un accord institutionnel sortant le pays de la plus longue crise politique qu'il ait jamais connue. Cet accord résulte du courage et du sens des responsabilités dont les huit partis négociateurs ont fait preuve. Ils ont ainsi pu montrer leur capacité à dépasser l'intérêt de leur parti pour sortir le pays d'une impasse quasi-totale. Ces réformes institutionnelles participent de la volonté de stabiliser notre pays exprimée en Wallonie et à Bruxelles et répondent aussi au souhait de changement profond exprimé en Flandre.

La Commission de Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions a travaillé d'arrache-pied, durant ces dernières semaines, pour voter, avant les vacances parlementaires, le premier volet de la sixième réforme de l'État. Mon groupe remercie d'ailleurs vivement les services de la Chambre pour la qualité du travail accompli dans des délais si courts.

Dans un souci de cohérence et d'efficacité, les projets de loi, de loi spéciale et de révision de la Constitution ont été regroupés par matière qui y sont abordées, soit quatre grandes thématiques qui sont les suivantes: le BHV électoral, le paquet périphérie, Bruxelles et, enfin, le paquet renouveau politique.

En ce qui concerne BHV, il s'agit évidemment de trois lettres qui empoisonnent la vie politique depuis de nombreuses années, suite à l'arrêt de 2003 rendu par la Cour d'arbitrage. Le problème BHV est, aujourd'hui, sur le point d'être définitivement résolu. C'est évidemment un moment important pour notre pays.

Les trois textes organisant la scission de la circonscription électorale de BHV apportent une solution à cet arrêt dans la mesure où ils scindent l'arrondissement électoral de BHV tout en veillant à consolider les droits

fondamentaux des citoyens et à résoudre les difficultés politiques nationales. Il s'agit ici aussi d'un compromis entre les huit partis formant la majorité institutionnelle. Tous ont, encore une fois, démontré leur capacité à dépasser les intérêts de leur propre parti. C'est ainsi que pour l'élection de la Chambre des représentants et du Parlement européen, les électeurs des six communes périphériques auront le choix d'émettre un suffrage, soit en faveur d'une liste de la circonscription électorale du Brabant flamand, soit en faveur d'une liste de la circonscription électorale de Bruxelles-Capitale.

Il s'agit encore de "bétonner" dans la Constitution, par l'insertion de l'article 168bis et par la révision de l'article 63, le fait que les modalités spéciales visant à garantir les intérêts des francophones et néerlandophones dans l'ancienne province de Brabant ne pourront être à l'avenir modifiées que par une loi spéciale.

Quant à la périphérie, tout d'abord, en ce qui concerne la nomination des bourgmestres des six communes périphériques, les francophones peuvent se féliciter de cette nouvelle procédure de nomination puisque les bourgmestres disposeront d'un recours devant une assemblée linguistiquement paritaire.

En outre, un certain nombre de modifications formelles – le projet 2286 – règle la présentation par le conseil communal, ainsi que la suite de la procédure de nomination par le gouvernement flamand des bourgmestres des six communes périphériques et organise une procédure permettant au bourgmestre désigné de contester le refus de sa nomination par le gouvernement flamand devant l'assemblée générale de la section du contentieux administratif du Conseil d'État.

C'est ainsi que l'ensemble du contentieux administratif relatif aux six communes périphériques est désormais confié à l'assemblée générale de la section administrative du Conseil d'État.

Il est prévu que les personnes, tant physiques que morales, tant publiques que privées, qui sont établies sur le territoire des communes périphériques puissent, compte tenu du caractère linguistique sensible du contentieux administratif qui peut naître dans ces communes, demander que leurs affaires soient traitées par une juridiction linguistiquement paritaire.

Enfin, il est encore prévu une actualisation de la règle du *standstill* aux garanties en vigueur au 14 octobre 2012, c'est-à-dire l'ensemble des nouvelles garanties visées par la sixième réforme de l'État.

Ces trois projets de loi sont accompagnés d'une révision constitutionnelle (article 160) de manière à "bétonner" dans la Constitution, ici encore, les garanties des droits des francophones.

En ce qui concerne Bruxelles, certains se sont interrogés sur son juste refinancement. Ce refinancement représente une réponse juste et proportionnée aux besoins rencontrés par Bruxelles en tant que capitale nationale et internationale, et en tant que premier bassin d'emplois.

Ce financement juste vise aussi à renforcer la crédibilité de notre capitale sur la scène européenne et internationale. Bruxelles, en tant que capitale et grande ville, joue un rôle qui pose des défis majeurs aux institutions bruxelloises dans le domaine, par exemple, de l'enseignement, de l'accueil des enfants, de la formation, de la formation professionnelle, de la sécurité ou encore de la mobilité.

Il est prévu un refinancement progressif d'ici à 2015 de 461 millions de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire flamande, de la Commission communautaire francophone et également des pouvoirs locaux.

En parallèle, verra le jour une communauté métropolitaine de Bruxelles.

L'objectif est de promouvoir activement une coopération dans les domaines de l'emploi, de l'économie, de l'aménagement du territoire, de la mobilité, des travaux publics ou encore de l'environnement entre la Région de Bruxelles-Capitale et son hinterland. Les trois Régions devront encore conclure un accord de coopération pour fixer les modalités et l'objet de cette concertation transrégionale.

Enfin, les projets du 4^e paquet s'inscrivent dans le cadre du renouveau politique et entendent rendre notre système électoral plus transparent et plus compréhensible pour l'électeur. Dorénavant, une interdiction de cumul de candidatures à des élections simultanées, dont les mandats sont incompatibles entre eux, est instaurée. Cela implique la démission de plein droit des mandats électifs déjà en cours en cas d'élection

dans une autre assemblée parlementaire, de même qu'une interdiction de cumul de candidatures entre une place effective et une place de suppléant.

Le volet "renouveau" ne pouvait se faire sans prévoir un élargissement de l'autonomie constitutive de la Communauté flamande, de la Communauté française et de la Région wallonne, en ce qui concerne les règles relatives à la composition de leur parlement, aux suppléants, à la mise en place d'une circonscription régionale et, enfin, à l'effet dévolutif de la case de tête.

Monsieur le président, chers collègues, ces treize propositions du premier volet résultent, comme je l'ai dit dès le début de mon intervention, d'un compromis. Or, on le sait, le principe de compromis déplaît toujours aux extrêmes. Les nombreuses critiques émises ces dernières semaines et encore aujourd'hui de part et d'autre peuvent nous rassurer dans notre conviction profonde.

Mon groupe estime qu'en prenant les mesures visées dans ce premier volet, les huit partis ont répondu à la demande des citoyens qu'ils représentent et n'ont pas reculé devant leurs responsabilités, à l'inverse de ceux qui n'ont pas osé faire le moindre pas en avant. Mon groupe votera donc en faveur de ces treize propositions.

02.27 Michel Doomst (CD&V): Mijnheer de voorzitter, geduldige staatssecretarissen en goede collega's, u weet dat in de politiek een week een eeuwigheid is, een maand eeuwig lang en dat op een jaar alles kan wijzigen. Welnu, dit dossier sleept niet één jaar, niet tien jaar, niet twintig jaar, niet dertig jaar, niet veertig jaar, maar al vijftig jaar aan. Al vijftig jaar proberen wij dit dossier over de streep van de "Ronde van Vlaanderen" te krijgen. Vandaag, na vijftig jaar met soms moeilijke momenten en heel wat kasseistroken, om het met een andere klassiekersterm te zeggen, zijn wij bijna op de piste van Roubaix.

Vandaag dus graag een eerbetoon aan al degenen die tijdens die lijdensweg niet hebben afgelaten. Vandaag toch heel speciaal, echt gemeend, een eresaluut aan zij die op 21 november 1961 in deze Kamer dit voorstel — en ik heb het document hier — hebben ingediend, namelijk de heren Vanderpoorten en Van den Eynde, samen met Corneel Verbaanderd, volksvertegenwoordiger uit de Vlaamse Rand, die op deze plaats zei: "Die zelfstandigheid waarvan ik niet begreep dat zij niet vroeger werd toegestaan, biedt niet enkel een passende oplossing, maar is ook een daad van rechtsherstel tegenover de Vlamingen". Hopelijk, collega's, krijgt Verbaandert morgen, vijftig jaar later, waar hij en de Vlaamse Rand gewoon recht op hebben. Toegegeven, wij zijn daar fier op.

Wat hier voorligt, is een zuivere oplossing. Wij geven toe dat hierover is onderhandeld. Men zou kunnen verwijten, wat ook gebeurt, waarom die splitsing niet parlementair werd afgehandeld. Collega's, wij hebben dat in eer en geweten en met overtuiging tijdens de vorige legislatuur geprobeerd. Vandaag lijkt de oplossing die voorligt voor BHV een akkefietje, een *fait divers*. Collega's, hier is wel een federale regering midden in de storm van de economische crisis over gevallen. Hier heeft men in een halve eeuw dat aartsmoeilijke dossier nooit deftig op de sporen gekregen. Wij hebben daar één keer onze tanden op stuk gebeten, maar nu wel besloten door te bijten.

Ik meen dat voor wie doorbijt de oplossing nooit onmogelijk is.

Dit resultaat mag u vergelijken en bekijken, naast de Egmont- en Stuyvenbergakkoorden leggen of het bijna-akkoord van 2007 na de Vollezele-gesprekken, en u zult moeten toegeven dat dit voor Halle-Vilvoorde het best mogelijke akkoord ooit is.

Ik zal een onverdachte bron aanhalen die deze stelling op 16 september 2011 heeft bevestigd. BHV is iets voor het werkvolk, maar ik citeer toch een professor, Bart Maddens, die zei: "Het bereikte akkoord is een aangename verrassing omdat er geen grote toegevingen in zitten. Dit akkoord sluit te dicht aan bij de nota-De Wever om van een kaakslag te spreken."

Collega's, alles zou inderdaad zuiverder kunnen zijn wanneer men dit land helemaal splitst. Het Vlaams Belang is daarin duidelijk geweest. Zij wensten met niemand te praten, tenzij met zichzelf, omdat zij de hele boel willen splitsen.

02.28 Ben Weyts (N-VA): Ik wil de eer en de reputatie van de heer Maddens even herstellen. Hij verwees naar dat ene wetsvoorstel en niet naar die vijftien andere met al die toegevingen.

Maar goed, laten wij afspreken om vanaf nu de standpunten van professor Bart Maddens te gebruiken als toetssteen. Willen wij dat afspreken? Dan mag u naar huis, mijnheer Doomst. Dan kunnen wij allemaal naar huis. Als u hem als autoriteit, als verschoning gebruikt dan moet u ook de volledige waarheid zeggen en dan moet u zeggen dat professor Bart Maddens hetgeen thans ter tafel ligt volledig afschiet.

02.29 Michel Doomst (CD&V): Ik heb dat citaat niet nodig als verschoning. Ik gebruikte zijn citaat omdat hij daarin bevestigde wat ook u hebt bevestigd, namelijk dat het een zuiver splitsingsakkoord is. Wij zitten daar niet met een verborgen agenda. Ik weet dat er verkiezingen op komst zijn. Ik weet dat voor sommigen het hele land mag ontploffen, maar zij zeggen dat niet omdat de kiezer dat niet wil. En om de kiezer ter wille te zijn, houden zij de kiezen op mekaar. Wij hebben geen beschreven achterkant van dat blad. Wij hebben er onze kiezen ingezet en dit zet Halle-Vilvoorde op nieuwe sporen.

Het voorstel van de meerderheid is zuiver, eenvoudig en transparant, zoals dat goede wetgeving past.

Ik denk dat de Europese, federale en Vlaamse vraag om het voor de burgers doorzichtiger te maken terecht is. Ik denk dat wij hiermee zelfs voor Vlaanderen een goed voorbeeld geven. Daarom kan dit pakket op de steun van de volledige Vlaamse regering rekenen.

Dit voorstel zorgt ervoor dat de grijze zone rond Brussel opklaart. Ons probleem was dat er bij federale verkiezingen over de schutting van Halle-Vilvoorde werd geklommen om hier groenten te planten en daarna weer weg te wezen. Dit was voor de Franstaligen een beetje de Comme Chez Soi van Brussel.

Welnu, in de 29 Vlaamse gemeenten van Halle-Vilvoorde zullen voortaan geen Franstalige kopstukken meer kandidaat kunnen zijn. Dat is de reden waarom wij daarop hebben gereageerd. Voor de 6 faciliteitengemeenten verandert er niets. Zij blijven integraal Vlaamse gemeenten. De stemmen die naar Brussel gaan, bezwaren het resultaat van Halle-Vilvoorde niet.

Toegegeven, ten opzichte van Brussel is die splitsing vrij categoriek en zuiver, maar Vlaams-Brabant kan ook niet blijvend depannagegebied zijn en de electorale Touring Wegenhulp van dit land blijven. Wij zijn dat al vijftig jaar en zijn niet van plan om dat de volgende jaren te blijven.

Wij laten Brussel niet los. Ik hoop dat wij dan ook de steun krijgen van iedereen die zich vandaag Brusselofiel noemt, want daardoor wordt voor de Europese, internationale en bindende rol van Brussel in extra middelen voorzien, ook wat betreft veiligheid, mobiliteit, taalpremies.

Dat is wat in Vollezele — en de wind komt in het Pajottenland dikwijls uit het westen — tijdens het weekend van 3 en 4 juli in Villa Hellebosch, op het terras met de blauweregen en de zolderverdieping, met de prachtige zwarte vleugelpiano en met de Ronde van Frankrijk op de achtergrond, op tafel is gelegd, mijnheer Jambon. Daar is overeengekomen, en ik citeer letterlijk uit het gesprek dat daar heeft plaatsgevonden: “Elio, ik weet dat voor jullie niks kan zonder centen voor Brussel.”

Op die lijn zijn wij voortgegaan.

02.30 Jan Jambon (N-VA): Mijnheer Doomst, u hoeft over Vollezele niet zo geheimzinnig te doen, neem de nota-De Wever, daarin staat tot welk bedrag wij bereid waren. Daarin staat echter niet het bedrag waartoe u bereid was en op basis waarvan u een akkoord bereikt hebt en dat het drieluik daarvan is. Dat is het verschil tussen u en ons.

02.31 Michel Doomst (CD&V): Mijnheer Jambon, dat is inderdaad het onderscheid tussen ons, u begint met dingen, u durft een beetje, u denkt een beetje, maar u durft het nooit te doen. Dat is uw probleem.

Wij hebben respect voor Brussel gevraagd. Tijdens de discussie over het gerechtelijk arrondissement werd hier ook respect gevraagd voor de magistraten.

02.32 Ben Weyts (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer Doomst, afgezien van de grootte van het bedrag, dat een schijntje was, waren ook de bestemming en de koppeling belangrijk. U hebt het over taalpremies, maar de taalwetgeving moet niet worden nageleefd. Vandaag is dat nog steeds het geval, de taalwetgeving wordt in Brussel niet nageleefd. Maar u gaat wel taalpremies geven opdat men zou blijven voortdoen met de niet-naleving van de taalwetgeving.

U zult in de nota-De Wever lezen dat daar een koppeling gemaakt wordt. U kunt in de nota-De Wever lezen dat extra geld voor Brussel gekoppeld wordt aan institutionele en bestuurlijke hervormingen. Dat kunt u allemaal lezen en het zou getuigen van intellectuele eerlijkheid mocht u dat ook toegeven.

02.33 Michel Doomst (CD&V): Ik hoef dat niet te lezen, wij gaan proberen daaraan wat te doen op het terrein.

Ik was gekomen aan het feit dat u respect hebt gevraagd voor magistraten. De commotie zal in oktober wellicht opnieuw oplaaien in de faciliteitengemeenten, met rondzendbrieven en benoemingen van burgemeesters. Doch, in de nieuwe afgesproken fasering, door die gerespecteerde magistraten, zal die carrousel tijdig worden stopgezet. De algemene vergadering van de Raad van State, die hier soms wordt vernederd als zijnde een veredelde kaartclub, heeft tot op heden ook Vlaamse decreten naar waarde geschat. Die zullen door het Grondwettelijk Hof noch door de Raad van State naar de prullenmand worden verwezen.

Voor ons is de rondzendbrief-Peeters trouwens heel belangrijk. Daar raakt men aan het wezen van de faciliteiten. Die heeft even op de visspaan gelegen, maar wij hebben die terecht snel van dat vuur gehaald, omdat Vlaanderen daaraan zijn handen zou hebben verbrand.

Halle-Vilvoorde komt met deze voorstellen eindelijk weg uit die jarenlange omknelling. Wij krijgen nu eindelijk het respect – dat is het sleutelwoord – dat ook die streek in de vorm van een kieskring en een eigen veiligheidsbeleid in zijn eigen taalgebied verdient. Wij kunnen bouwen – Vlaanderen is niet alleen een uitroepingsteken maar ook een werkwoord – aan een eigen identiteit van de streek. Er komt eindelijk duidelijkheid dat Halle-Vilvoorde niet enkel de veranda van Brussel moet zijn, maar na de eigen provincie ook op die andere domeinen eindelijk baas is in eigen huis.

Daarom is deze regeling een beetje streng, maar rechtvaardig. Er komt immers inderdaad geen uitbreiding van Brussel, geen vierkante centimeter. Er komt ook geen corridor. Er komt geen federale kieskring. Er komt geen andere regeling dan de grondwettelijke modaliteiten van de zes. Er komen geen modaliteiten voor de negenentwintig niet-faciliteitengemeenten. Er is geen initiatiefrecht voor de Franse Gemeenschap in de zes: geen nieuwe bibliotheken, geen nieuwe culturele centra, geen wijziging aan de regelgeving van de inspectie op de scholen, geen wijziging aan de taalwetgeving, geen wijziging van de rondzendbrief-Peeters, geen Brussel als derde Gewest, geen zomaar benoemde burgemeesters en geen geratificeerd minderhedenverdrag.

02.34 Rita De Bont (VB): Mijnheer de voorzitter, ik denk dat de heer Doomst zich een beetje van wetsvoorstel vergist. Wat hij opsomt, was allemaal verzekerd in het wetsvoorstel dat door alle Vlaamse partijen was voorgelegd, het wetsvoorstel waarvan de heer Doomst had gezegd dat hij zich eraan zou houden.

Mijnheer Doomst, u hebt aan uw kiezers beloofd dat u zich aan dat wetsvoorstel zou houden, waar ook mijn partij het over eens was, waar alle Vlaamse partijen het over eens waren. De Vlaamse partijen hebben gezegd dat daarover niet onderhandeld mocht worden en dat daarvoor geen prijs mocht worden betaald.

Wat nu voorligt, is niet het wetsvoorstel dat u nu als zuiver en zonder prijs wilt verkopen aan uw kiezers.

02.35 Jan Jambon (N-VA): Mijnheer Doomst, u hebt nu opgesomd wat er allemaal niet in het akkoord zit. Wij hebben tijd vandaag. U kunt nog doorgaan. Zo kunt u uw opsomming aanvullen met: geen verbod op het Nederlands in Vilvoorde, geen verplichte sterilisatie van de Vlamingen, geen bommen op Antwerpen. Wij kunnen een lange lijst maken van hetgeen er niet in staat.

Waar het ons om te doen is, is wat er wel in staat: die vijftien toegevingen om één zaak binnen te halen. Daar is het ons om te doen.

02.36 Michel Doomst (CD&V): U fietst rond de kwestie.

Ik heb u letterlijk geciteerd. Het verschil is dat wij het tot een goed einde brengen. Wij geven dit voorstel een V-attest, en ik weet dat u de laatste tijd meer voor B-attesten bent. Wie zegt dat hij niet voor revolutie maar

voor evolutie is moet hiermee kunnen instemmen.

De collega's van de N-VA die door de kiezer gemandateerd waren om BHV op te lossen, en niet om het moeilijker te maken, hebben hiervoor in het Pajottenland de grondslag gelegd, maar zij kunnen hun kiezers toch niet zeggen: 'Wij zijn eigenlijk tegen de splitsing en wij hebben tegen de splitsing van BHV gestemd'.

Ik weet echt niet met welk gemoed u straks op reis zult vertrekken. Dit is vloeken in de Vlaamse kerk.

Collega's, ik voel dat u goesting hebt om in de boterham te bijten. Doe het! Overwin uw voedselvrees want het begint op anorexia te gelijken. Hij ligt voor u maar u hebt geen goesting om erin te bijten. Vlaams-Brabant wacht op u. U hebt nog 24 uur bedenktijd. Wij zullen nu BHV splitsen.

02.37 Daniel Bacquelaine (MR): Monsieur le président, messieurs les secrétaires d'État, mes chers collègues, beaucoup sinon tout a déjà été dit dans ce parlement, et même en dehors, sur le dossier BHV.

Le texte légal et le texte constitutionnel qui nous sont soumis aujourd'hui doivent être lus ensemble et mis en regard avec les autres textes déjà votés en séance plénière ou en passe de l'être.

Je ne vais pas cacher que dans le texte modifiant le Code électoral, qui nous est proposé aujourd'hui, se trouvent un certain nombre d'éléments que nous n'avons jamais demandés. Soyons clairs! Mais nous n'avons pas de difficulté à défendre le compromis proposé.

Au-delà des équilibres apportés par les autres textes de l'accord, nous voulions obtenir un certain nombre d'éléments, que nous estimions essentiels, dans le dossier spécifique de l'arrondissement électoral. Le premier d'entre eux est la constitutionnalisation de la matière.

Je l'ai dit en séance plénière sur le volet judiciaire et je le répète aujourd'hui. Ce qui a été le principal élément de blocage institutionnel ces dernières années est, en fait, une sorte de contradiction – qui peut être tragique en démocratie – entre, d'une part, les attentes d'une majorité et, d'autre part, les droits fondamentaux exprimés par une minorité. Cette contradiction dans notre système constitutionnel est normalement encadrée par la Constitution et par les lois spéciales. C'est ce mécanisme-là que nous utilisons depuis plusieurs dizaines d'années pour ne pas brider la majorité mais aussi pour respecter, dans le même temps, la minorité dans ce pays.

Le Code électoral traitait pourtant de choses essentielles, mais sans les garanties des majorités renforcées. C'était une faiblesse à laquelle nous allons remédier aujourd'hui. On sait les conséquences graves que cela eut pour la stabilité politique et institutionnelle de notre pays. Désormais, les modalités spéciales et les éléments essentiels de la réforme contenus dans les textes de loi en ce qui concerne BHV électoral et judiciaire ne pourront plus être modifiés qu'à une majorité des deux tiers, plus une majorité simple dans chaque groupe linguistique. L'équilibre institutionnel qui a pu être trouvé dans ce dossier entre les huit partis est donc stabilisé durablement.

Le deuxième élément qui, pour nous, est essentiel, c'est le caractère particulier du régime électoral qui devait être prévu au sein des six communes à facilités. Nous sommes satisfaits de la solution retenue qui permettra aux électeurs de ces six communes, après comme avant la nouvelle loi, de voter pour des listes de candidats bruxellois.

Comme le prévoit l'accord institutionnel, les six communes à facilités se voient donc reconnaître un lien spécifique avec Bruxelles. C'est évidemment, du point de vue francophone, un acquis majeur, car il permet d'inscrire dans la Constitution, l'idée que des droits, en l'occurrence électoraux, transcendent la frontière linguistique.

Le troisième motif de satisfaction sera formellement traduit dans la loi avec la réforme du Sénat: les voix en faveur de listes de francophones, exprimées dans Hal-Vilvorde, en dehors même des six communes à facilités, seront bien prises en compte et agglomérées aux voix francophones données à ce parti dans le reste de la Communauté française.

Le chiffre total servira de base au calcul d'attribution des sénateurs cooptés. C'est également un acquis important pour les francophones, puisqu'un lien électoral clair est établi entre la grande périphérie bruxelloise et le territoire électoral recouvrant en fait la Communauté française et ce, au-delà de la frontière

linguistique.

02.38 Jan Jambon (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer Bacquelaine, kan u uw laatste zin over de "Communauté française au-delà" nog eens herhalen? Kan u uw laatste zin nog eens herhalen?

02.39 Daniel Bacquelaine (MR): Je dis que nous établissons un lien électoral clair entre la grande périphérie de Bruxelles, le territoire de Hal-Vilvorde, et le territoire électoral recouvrant la Communauté française, Bruxelles et la Wallonie, au-delà de la frontière linguistique.

Enfin, et c'était pour nous une conséquence électorale inéluctable de la scission telle que voulue au Nord du pays, un seuil électoral est bien prévu pour Bruxelles et le système de groupement de listes y est interdit. On a donc écarté un mécanisme de scission sur mesure, comme on aurait pu le craindre dans certaines propositions de loi qui ont traversé ce parlement avec une inefficacité inversement proportionnelle au chaos qu'elles ont engendré. Ici, tous les partis vont devoir assumer à la régulière les conséquences électorales qui découlent des choix politiques ayant conduit à la scission de l'arrondissement.

En ce qui concerne la nomination des bourgmestres, l'opposition entre les deux thèses était devenue insoluble et la voie juridictionnelle contenait en elle-même des vices de partialité ou, en tout cas, qui étaient ressentis comme tels. Dès lors, nous avons plaidé pour sortir de l'arbitraire en prévoyant une élection par le conseil communal. La nouveauté est donc bien que l'acte de présentation du bourgmestre est confirmé par un vote au conseil communal. Si la nomination devait néanmoins être rejetée par le gouvernement flamand, une action automatique devant l'assemblée générale du Conseil d'État s'activerait alors. Cette solution offre une correction au processus de nomination mais aussi à la procédure devant le Conseil d'État. Nous pensons que ce nouveau système peut pacifier les choses si, bien entendu, le principe de loyauté fédérale qui le sous-tend imprègne l'action de l'ensemble des acteurs du processus de nomination des bourgmestres dans les communes concernées. Pour le Mouvement réformateur, tout est en place pour que ces acteurs disposent des outils utiles pour mener à bien la mise en place des institutions communales après le scrutin d'octobre.

Au-delà de cette solution pour les bourgmestres, l'accord institutionnel prévoit également que tout le contentieux administratif relatif aux six communes périphériques et aux personnes physiques ou morales qui y sont localisées relève de la compétence de l'assemblée générale du Conseil d'État.

Ici aussi, l'ambition est de redonner au contentieux administratif dans ces communes un mécanisme qui garantit l'impartialité des arrêts rendus par le Conseil d'État.

Enfin, dans la même logique de ce qui est fait pour BHV électoral et pour BHV judiciaire, une constitutionnalisation des nouvelles règles vient pérenniser le nouvel équilibre et les nouvelles compétences et modalités de délibération de l'assemblée générale du Conseil d'État ne pourront être modifiées qu'à une majorité spéciale.

Monsieur le président, chers collègues, les propositions de loi et de révision de la Constitution qui nous sont soumises dans ce premier volet de textes transmis par le Sénat réorganisent en fait une mécanique électorale et consacrent la place de Bruxelles dans notre système politique, parce que, demain comme aujourd'hui, cette mécanique traverse la frontière linguistique. Elle demeure l'un des indices de notre capacité à imaginer des règles de coexistence pacifique entre les deux Communautés de ce pays, des règles désormais inscrites dans la Constitution.

Pour nous, les accords intervenus permettent à notre pays de dépasser les pommes de discorde qui empoisonnaient le débat politique depuis plusieurs dizaines d'années. Désormais, les choses nous paraissent claires. Bruxelles n'est plus vue comme un problème mais plutôt comme un atout, un atout en tant que poumon économique du pays. C'est un changement d'approche fondamental à nos yeux.

Depuis sa création à la fin des années 80, Bruxelles bénéficiait d'un sous-statut institutionnel. Une menace de cogestion des structures bruxelloises planait en permanence. Aujourd'hui, Bruxelles est refinancée. Elle est mise en connexion institutionnelle avec sa périphérie, notamment via la communauté métropolitaine mais aussi dans les solutions entreprises pour le contentieux administratif, pour la nomination des bourgmestres ou pour BHV judiciaire. L'accord institutionnel prévoit aussi que l'autonomie constitutive soit accordée à Bruxelles, et d'ailleurs aussi à la Communauté germanophone. Les textes seront bientôt soumis à notre assemblée.

Pour le refinancement, l'accord de gouvernement prévoit un refinancement progressif de 461 millions d'euros d'ici à 2015. Celui-ci se réalise, d'une part, sur la base de la loi spéciale de financement et, d'autre part, via les législations qui nous occupent aujourd'hui.

Nous nous réjouissons que les huit partis négociateurs aient pu partager cette analyse et consacrer Bruxelles comme une Région à part entière, Bruxelles comme grande Région centrale ouverte à sa périphérie par-delà même la frontière linguistique.

Car c'est peut-être bien là la différence majeure par rapport au coup de force tenté en 2007. Ici, la solution donnée à BHV ne permet en rien de transformer la frontière linguistique en frontière d'État.

Bien au contraire, et comme l'a fait M. Weyts, je citerai à témoin le professeur Behrendt analysant les accords. Je cite: "Ce risque de voir la frontière linguistique autour de Bruxelles transformée en indiscutable frontière d'État en cas de partition future du pays est repoussé". Repoussé, parce qu'il était total en novembre 2007. Repoussé, car Bruxelles est donc reconnue. Bruxelles est connectée à son hinterland via la communauté métropolitaine notamment. Bruxelles est refinancée.

Cette mesure est ancrée dans la Constitution et verrouillée par une loi spéciale. C'est une chance pour notre pays et, me semble-t-il, un soulagement par rapport aux menaces d'enclavement, d'appauvrissement ou de co-gestion.

Mais l'analyse du professeur Behrendt constitue aussi un appel à notre vigilance. Le risque est repoussé, car de nouveaux liens entre Bruxelles et sa périphérie ont été créés et, surtout, parce qu'ils sont protégés par des majorités qualifiées. Cependant, le risque n'est jamais totalement écarté.

Je conclus, monsieur le président, en abordant l'importante question du renouveau politique. Bien avant la crise que le pays a connue pendant 500 jours a débuté une crise de confiance entre les citoyens et leurs représentants politiques. La mise en place d'un gouvernement a permis de renouer avec une certaine crédibilité, mais nous aurions tort de croire que la confiance est pour autant acquise. Il demeure dans les pratiques politiques, mais aussi dans l'organisation de notre système politique, des mécanismes qui concourent à un décalage entre la population et le monde politique.

L'accord institutionnel apporte un certain nombre de remèdes, dont les premiers font l'objet des textes qui nous sont soumis aujourd'hui. Mais il faudra exécuter intégralement l'accord pour espérer remédier durablement à la situation. La première avancée est donc de mettre en place un mécanisme obligeant à siéger à l'endroit où un candidat est élu.

Nous nous réjouissons de l'instauration des trois mesures que constituent l'interdiction du cumul de candidatures à des élections simultanées, dont les mandats sont incompatibles entre eux, la démission de plein droit des mandats effectifs déjà en cours en cas d'élection en qualité d'effectif au sein d'une autre assemblée parlementaire, l'interdiction du cumul de candidatures sur une même liste entre une place effective et une place suppléante, pensant que cela va forcer une certaine clarté et que cela permettra de garantir la sincérité de la démarche du candidat qui se présente à l'électeur pour assumer un mandat.

Mais pour nous, il faut aller plus loin pour inverser une sorte de logique de désamour grandissante entre l'opinion et le monde politique. Une mesure claire est prévue dans l'accord de gouvernement: la simultanéité des élections. En Belgique, au cours des dix dernières années – je le répète –, on a voté sept fois. Autrement dit, il y a eu sept élections en dix ans. Autant de rendez-vous démocratiques – c'est vrai –, mais aussi autant de périodes électorales qui cassent, en quelque sorte, la cohésion et le travail des majorités, même celles en place aux niveaux de pouvoir qui ne sont pas directement concernés par l'élection. En Belgique, on ne peut pas travailler en vase clos; on le sait. Un résultat significatif au niveau régional a un impact sur le travail du fédéral et inversement. Cela est d'autant plus vrai, aujourd'hui, au moment où l'on organise le transfert d'une entité vers l'autre d'importants pans de compétences et de financements. Le passage à cinq ans de la législature fédérale et le mécanisme de la mise en simultanéité des élections permettraient de rationaliser les rendez-vous électoraux. Hors les élections locales, au cours des dix prochaines années, nous n'aurions plus alors que deux années électorales: 2014 et 2019. Cela devrait permettre de dépassionner le débat politique, de le crédibiliser, de sortir d'une logique de tout au court terme, d'effets d'annonce qui font un tort énorme.

Pour le Mouvement réformateur, il existe une autre avancée importante qui est abordée dans l'accord de gouvernement, même s'il n'y a pas encore d'accord définitif, et qui doit être discutée. Je veux parler de la circonscription nationale. C'est, pour nous, un élément de liant qui peut aussi contribuer à évacuer des échanges politiques les promesses stériles qui galvanisent une partie de l'électorat, pour ensuite la décevoir terriblement. Comment ne pas voir que ce que l'on dit au Nord du pays et qui est en frontale opposition avec ce qui est présenté par des partis francophones, à l'heure électorale, ne peut entraîner que des blocages de principe dont le dernier exemple a presque eu raison de notre système politique. Avec une circonscription nationale, ce que l'on dit au Nord devrait aussi convaincre au Sud et vice-versa. L'accord de gouvernement prévoit la mise sur pied d'une commission parlementaire spécifique appelée à prolonger ce travail en examinant, notamment, les mesures additionnelles susceptibles de moderniser les procédures parlementaires, la question de la promotion de l'éthique en politique, les conséquences pour la Chambre de la réforme du bicaméralisme - on devra encore le faire -, la question d'une circonscription électorale fédérale à la Chambre.

Monsieur le président, je me tourne vers vous pour souligner l'importance du rôle confié par les négociateurs de l'accord à notre Assemblée. Pour ce travail de réforme, on fera confiance à la Chambre pour dessiner la suite de ce qui doit redonner de la crédibilité à notre système politique. Je n'ai aucun doute quant au fait que vous donnerez rapidement, monsieur le président, les suites utiles à cette mission prévue dans l'accord institutionnel qui lie les huit partis signataires.

Dans l'attente, bien entendu, et je ne vous étonnerai pas, nous voterons les propositions soumises aujourd'hui à notre Assemblée.

02.40 Jan Jambon (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer Bacquelaine, ik dank u van ganser harte voor uw heel verhelderende toespraak.

De meeste zaken die de heer Weyts daarstraks als mogelijke gevaren heeft aangehaald, hebt u bevestigd, waarvoor dank. Er is één punt waarover ik nog graag een vraag zou stellen. Kan u ons, de vergadering, uiteenzetten wat voor uw partij de betekenis van de Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap is?

Ik lees op uw website immers het volgende: "En outre, l'accord consacre l'existence, par une loi spéciale, d'une communauté métropolitaine qui permet d'élargir Bruxelles sur base du Grand Brabant".

Kan u de vergadering eens uitleggen wat voor u de betekenis en de invulling is van en welke mogelijkheden u ziet voor de Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap?

02.41 Daniel Bacquelaine (MR): Dans notre esprit, tout ce qui permet de relier Bruxelles à la Wallonie et à la Flandre est quelque chose de positif. Bruxelles est la capitale de ce pays. À ce titre, Bruxelles a besoin d'un développement.

Nous pensons que le contexte socio-économique qui entoure Bruxelles est un élément important et qu'on ne peut pas séparer une ville comme Bruxelles de sa périphérie. Je parle sur un plan socio-économique. C'est le but de la communauté métropolitaine.

Je pense que les liens entre toute grande ville et sa périphérie sont indispensables. Pas une seule ville en Europe ne s'inscrit sur la carte européenne sans une possibilité de ce que l'on appelle les communautés urbaines, fortement développées en France mais aussi en Allemagne et dans d'autres pays. Il est indispensable que les grandes villes soient en lien avec leur périphérie sur le plan socio-économique. C'est à ce titre que la communauté métropolitaine nous paraît être un élément intéressant et important.

02.42 Jan Jambon (N-VA): Mijnheer Bacquelaine, wat is dan het verschil met wat vandaag reeds mogelijk is? Brussel kan immers met zijn periferie, met gemeenten, met het Gewest Vlaanderen, met het Gewest Wallonië, tal van samenwerkingsakkoorden afsluiten. Het is juist dat grote steden contacten en overleg met hun periferie nodig hebben. Daarover gaat de discussie niet.

Kunt u mij echter uitleggen welke bijkomende mogelijkheden de Hoofdstedelijke gemeenschap biedt ten opzichte van wat vandaag al mogelijk is met de samenwerkingsakkoorden enzovoort?

02.43 Daniel Bacquelaine (MR): Vous m'obligez à me répéter. Sur le plan du développement économique

de toute métropole en Europe, que ce soit Bruxelles ou d'autres villes, il est indispensable d'avoir des accords entre les communes qui l'entourent et la métropole elle-même. Entre les dix-neuf communes de Bruxelles et les communes de la périphérie bruxelloise mais aussi, plus largement, entre toutes les communes qui profitent d'un même développement économique, il est important qu'il y ait des synergies, des complémentarités, des accords, parfois même des transferts de compétences entre communes. La supracommunalité est une chose essentielle partout en Europe. Je ne vois pas à quel titre Bruxelles échapperait à cette réalité économique et sociale valable dans tous les pays européens et dans tous les pays modernes.

02.44 Renaat Landuyt (sp.a): Mijnheer de voorzitter, collega's, ook de sp.a is blij dat BHV gesplitst wordt. Om het met de woorden van collega Weyts te zeggen, prima op dit punt, en om het met de woorden van Patrick Dewael te zeggen, het is een eerbaar compromis en dus een compromis.

De regeling die hier uitgewerkt wordt, moet men in eerste instantie willen en in tweede instantie te goeder trouw interpreteren en uitvoeren in de toekomst. BHV is voor collega's als de heer Doomst reeds 40 jaar een probleem. Ik moet eerlijk bekennen dat dit voor mij als Bruggeling al 5 jaar een echt probleem is. Het was ook een oneerlijke situatie dat men niet voor mensen van dezelfde taalgroep kon kiezen. Ik meen dat het op dat vlak een operatie is richting zuiverheid in de democratie. Dat kunnen we alleen toejuichen. Ik hoop dat we ons nu in de toekomst ook met andere dringende problemen kunnen bezighouden.

Wat ons betreft, geldt hetzelfde inzake de problemen van de zes faciliteitengemeenten. Ik denk dan aan de burgemeesters en andere geschillen. Wie eerlijk is, moet erkennen dat daar een taaldiscussie is en dat het misschien wel goed is dat dit door beide taalgroepen behandeld wordt. Men moet er niet van uitgaan dat rechters bij de Raad van State te kwader trouw of oneerlijk zouden zijn. Ofwel gelooft men in de rechtsstaat, ofwel gelooft men niet in de rechtsstaat. Wat hier voorgesteld wordt, is een procedure om een politieke blokkering te deblokken door rechters hun werk te laten doen.

Wat Brussel betreft, meen ik – ver van Brussel wonende – dat wij moeten beseffen dat Brussel van iedereen is en dat we daar trots op moeten zijn. Dat betekent dat men correct moet kunnen overleggen en dat er ook een correcte financiering moet zijn. Het is waar dat Brussel veel internationale taken heeft. Het is waar dat Brussel een mooie stad is waar ook vele Vlamingen komen werken. Daarvoor hoort ook wat. Wij moeten erkennen dat wij Brussel op dat vlak niet in de steek kunnen laten. We moeten trots zijn, Brussel is ook van ons, Brussel is van iedereen. We willen het correct financieren en we willen ook overleg. Wie bang is voor een gemeenschap is bang voor zichzelf en bang voor overleg. Als er wordt voorzien in overleg, veronderstel ik dat dit betekent dat wij ook als Vlamingen nog een en ander te zeggen zullen hebben.

Een vierde reden om tevreden te zijn is het einde van de schijnmandaten, het einde van pro forma op de lijst staan. Wat ons betreft, moeten en zullen de samenvallende verkiezingen er komen. Dat is veel beter en we blijven daarop aandringen en ervoor vechten. Laten wij echter realistisch zijn. Schijnmandaten hebben wij vandaag in de wet geschraapt. Wij kunnen natuurlijk niet het nieuwe fenomeen tegengaan dat mensen kandidaat zijn, terwijl zij niet op de lijst staan. Ik zie in verschillende gemeentes aanplakbiljetten voor een figuur die niet eens op de lijst staat. Misschien is zulks de overtreffende trap van de schijnmandaten.

In ieder geval is dat niet wat wij wensen. Wij wensen meer ethiek in de politiek en vooral, na de splitsing van BHV, meer politiek die gaat over de echte zorgen van de mensen.

De sp.a zal morgen, vrijdag de dertiende, met volle overtuiging de dertien voorliggende wetsvoorstellen goedkeuren.

Le **président**: Après l'intervention de M. Van Biesen, nous interrompons la séance à 13.30 heures pour une interruption technique. Nous reprendrons à 14.00 heures.

02.45 Luk Van Biesen (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, collega's, vandaag hebben wij het over het sluitstuk van de federale inrichting van ons land. De splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde is geëvolueerd van een aloude Vlaamse eis, een wil van de Vlaamse Beweging, naar een noodzakelijke maatregel om definitief en voorgoed de grenzen van Gewesten en Gemeenschappen te bepalen. Het is meer dan symboliek. Het is een politiek orgelpunt.

Voor mij heeft het dossier ook een grote betekenis. Op 1 januari 1983 legde ik de eed af in de Kraainemse gemeenteraad. Tientallen jaren tot nu zijn de faciliteitengemeenten het wisselgeld geweest van

staats hervormingen. Al die jaren zijn die gemeenten de speelbal van politiek verbaal geweld geweest.

In bijna 30 jaar heb ik menigmaal de Franstalige moties tot aanhechting bij Brussel weten te stemmen. Die moties kregen zelfs een titel: "Crainhem, 20^e commune de Bruxelles".

Er is altijd een schril contrast geweest tussen de woorden van de politieke leiders, lokaal in Kraainem, en de wil van de plaatselijke bevolking. De Franstalige politici hebben uitsluitend hun gelijk bij Brusselse politici proberen te halen. Die politici hebben als het ware de Franstaligen in de Rand misleid en gehypnotiseerd. Zij hebben hen wijsgemaakt dat de Vlaamse politici voor het verkrijgen van het sluitstuk van de federale structuur met de uitbreiding van Brussel zouden instemmen.

De voorbije 10 jaar radicaliseerde de politiek in verband met het thema, met alle gevolgen van dien, vooral met slecht lokaal bestuur in die faciliteitengemeenten tot gevolg. Van het evident verkrijgen van een vergelijk via dialoog was geen sprake meer.

Open Vld, die als enige Vlaamse partij in het Halfrond zei dat een staats hervorming alleen via een dialoog van gemeenschap tot gemeenschap kon gebeuren, werd door de kiezer in 2004 niet beloond.

Het was de stelling dat de evidente splitsing alleen kon worden afgedwongen door het gebruik van de numerieke meerderheid van Vlaamse parlementsleden in ons Halfrond, dat toen bij de kiezer gehoor kreeg. Zelfs de stemming over de wetsvoorstellen van de splitsing van BHV in de commissie voor de Binnenlandse Zaken in de vorige legislatuur kon de Franstalige collega's niet overtuigen van de duidelijke wil van de Vlamingen om het probleem voorgoed en definitief te regelen. De reacties in de Franstalige pers logen er niet om. De Nederlandstalige commissieleden stonden met een foto op de voorpagina van de krant met als titel: "De grafdelvers van België".

Dat kwam bijzonder hard aan, collega's. De splitsing van de kieskring BHV regelt definitief de grenzen. Ze is het sluitstuk van de federale structuur. Ze is goed voor het bevorderen van het samenleven van Vlamingen, Walen en Brusselaars in België, precies het omgekeerde van wat toen in de Franstalige pers werd uitgesmeerd. De meerderheid van de toenmalige commissieleden besepte dat men duizend en één grendels zou gebruiken om de uiteindelijke stemming ontielig lang voor zich uit te schuiven. Het was hen vooral te doen om te komen tot het grote vergelijk. Dan nog bleven de Franstaligen ervan overtuigd dat ze een uitbreiding van Brussel konden binnenhalen.

Er was meer nodig dan een stemming in de commissie. Het was uiteindelijk nodig dat de Open Vld en haar voorzitter het vertrouwen in de regering opzegden. De splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde verziekte al te lang de politieke besluitvorming. Het communautaire probleem verzwakte de regering-Leterme tot op het bot. Ze was te weinig slagkrachtig om de economische crisis te bezweren, met alle gevolgen van dien. Er waren dus nieuwe verkiezingen nodig om het probleem op te lossen. De vier politieke families aan beide zijden van de taalgrens moesten een vergelijk uitwerken.

De voorbije vijf jaar circuleerden verschillende voorstellen over de splitsing van BHV. Ikzelf bezorgde een voorstel aan de toenmalige koninklijke dienstdoener Herman Van Rompuy. De verschillende voorstellen van Vlaamse partijen waren allen varianten op hetzelfde thema. Er waren kleine verschillen, maar het draaide steeds rond dezelfde duidelijke lijn: een zo zuiver mogelijke splitsing van BHV. Het is dan ook betreurenswaardig dat men zoals gisteren op de 11 juliviering een onderscheid maakt tussen zij die het akkoord steunen, en zij die dat niet doen. Er wordt een onderscheid gemaakt tussen slechte en minder slechte, goede en minder goede Vlamingen. Dat is bijzonder jammer, omdat de verschillende voorstellen varianten waren op hetzelfde thema, inclusief de nota-De Wever, waarnaar men heeft verwezen. Het voorliggende ontwerp is een verbeterde versie van die nota.

Trouwens, hij heeft gisteren zelf gezegd op de televisie dat BHV geen nachtmerrie is. Volgens hem is er niets mis met de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde, maar vormen de andere wetsvoorstellen een probleem. De heer Weyts heeft daarstraks karikaturaal en op zijn manier net hetzelfde gezegd. Met de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde is niets mis. Het is een variatie op hetzelfde thema dat wordt gesteund door alle partijen, met uitzondering van het Vlaams Belang dat uiteraard nooit tot een compromis bereid is.

Ik vraag dan ook de politieke eerlijkheid om dit toe te geven. Gisteren werd het voor de eerste keer een beetje duidelijker gezegd en vandaag wordt het ook in dit Halfrond gezegd. De splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde is een aanvaardbare, verdedigbare splitsing voor het grootste gedeelte van deze

assemblee, inclusief de N-VA die een soortgelijk voorstel had ingediend.

Het uiteindelijke compromis over Brussel-Halle-Vilvoorde is een eerbaar en goed akkoord. Voor 29 gemeenten van Halle-Vilvoorde is het een zuivere splitsing. Voor de 6 faciliteitengemeenten die aan Brussel grenzen, bestaat er een mogelijkheid om te stemmen voor de kieskring Vlaams-Brabant of voor de kieskring Brussel. Dit was de enige manier om ervoor te zorgen dat in Vlaams-Brabant de zetels voor de Kamer naar Vlaamse partijen gaan. Een herhaling van het feit dat in het Vlaams Parlement een vertegenwoordiger zit van het Front des Francophones kon alleen worden vermeden als de Franstaligen niet konden stemmen voor een kandidaat van Vlaams-Brabant, maar wel voor een Franstalige kandidaat van Brussel.

Deze regeling houdt ook rekening met de specifieke situatie in die faciliteitengemeenten. Men heeft het hier altijd over de mooie Vlaamse Rand en de Vlaamse aanwezigheid. Ik zal u een voorbeeld geven uit mijn eigen gemeente, Kraainem, waar de bevolkingssituatie de volgende is. 15 % zijn Belgen met een Nederlandstalige identiteitskaart, 55 % zijn Belgen met een Franstalige identiteitskaart, 27 % zijn burgers uit de Europese Unie en 3 % zijn burgers uit de rest van de wereld.

Vragen dergelijke bevolkingssituaties geen specifieke benadering, geen maatwerk? Is het geven van de mogelijkheid om te stemmen voor de kieskring Brussel aan de burgers van de faciliteitengemeenten geen uitstekende oplossing om de tegenstelling tussen het territorialiteitsbeginsel en het vrijheidsrecht van elke burger met mekaar te verzoenen?

De faciliteitengemeenten behoren ondubbelzinnig tot het Vlaams Gewest. Geen meerderheid kan dat nog veranderen. De specifieke bevolkingssituatie krijgt ook haar maatwerk door dit akkoord. Het is dan ook *over and out* voor de Franstalige extremisten in de Rand rond Brussel. Hun moties voor een twintigste Brusselse gemeente verbleken bij de realiteit. Er waait, sinds het ontstaan van het vlinderakkoord, duidelijk een nieuwe wind in de Rand rond Brussel, voornamelijk door het isoleren van het FDF.

Het FDF was de rotte Franstalige appel, die de heel mooie mand van gekozenen in de Rand rond Brussel aantastte. Vandaag distantiëren de meeste Franstalige politici zich van het FDF en aanvaarden zij het feit dat er geen uitbreiding van Brussel komt. Ook zij streven naar meer samenleven en samen besturen, *vivre ensemble et gérer ensemble*. Die gunstige evolutie kwam er voornamelijk dankzij de tweede splitsing die werd gerealiseerd, namelijk de splitsing tussen de MR en het FDF. Het was een moedige, maar consequente beslissing van de MR, waarvoor mijn appreciatie.

Voor de 29 gemeenten van Halle-Vilvoorde is dit, zoals gezegd, een zuivere splitsing. De rechtmatige vraag van de burgemeesters en schepencolleges van al die gemeentes wordt bewaarheid. Door hun rechtlijnige houding, de talrijke acties en soms zelfs ongehoorzaamheid staan wij vandaag waar wij staan. De politieke druk werd gedurende 50 jaar behouden. Voor hen is het vandaag ongetwijfeld een mooie dag, een laattijdig, maar geapprecieerd, 11 juli-geschenk. De Brusselse bemoeienissen, ook in de rechtbanken, behoren weldra tot het verleden, omdat op dit ogenblik ook in de Senaat de splitsing van het parket en de ontubbeling van de rechtbank worden goedgekeurd. De splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde is nu echt een feit.

Sommige sprekers zullen het uiteraard hebben over de moeilijke situatie van de Vlamingen in Brussel om in Brussel nog gekozen te worden op dit federale niveau. Ik moet toegeven dat er in het oorspronkelijke voorstel dat ikzelf gedaan heb gegarandeerde zetels waren voor de Brusselse Vlamingen, maar dat voorstel is juridisch moeilijk uit te werken en hard te maken. De huidige splitsing is zuiver, zonder onderscheid en geeft aan elke burger evenveel stemgewicht. De huidige situatie geeft aan een Vlaamse partij bijna geen mogelijkheid om voor de Kamer een gekozene te halen. Dat is juist, maar moet dat zo blijven?

Waar is de Vlaamse ambitie dan naartoe? Vlaanderen heeft Brussel uitgeroepen tot haar hoofdstad, maar wat doet Vlaanderen voor Brussel? Wanneer zal Vlaanderen eens een positief beleidsplan voor haar hoofdstad uitwerken? Wanneer zal Vlaanderen Brussel opnieuw koesteren? Het is net omdat Vlaanderen van Brussel vervreemd is dat zijn aanwezigheid in die hoofdstad afneemt. Duizenden arbeidskrachten pendelen liever naar Brussel dan er te wonen. Wanneer zal Vlaanderen dat eens aanpakken?

Neen, kankeren, verwijten en met het vingertje wijzen, dat is de politiek van de Vlaamse regering, in plaats van een positief en openhartig beleid te voeren voor Brussel. Op korte tijd kan het tij gekeerd worden, maar dan moet het gedaan zijn met treuren en zeuren en moet er worden gewerkt en worden getracht de Vlamingen een plaats te geven in hun eigen hoofdstad, Brussel.

Hetzelfde geldt voor de Vlaamse Rand. De laatste jaren is er geen noemenswaardig beleid van de Vlaamse regering voor die Vlaamse Rand, met uitzondering van de goedwerkende cultuurtempels van vzw De Rand. Met het verdwijnen van minister Vandenbroucke is elke investering in de faciliteitengemeenten stilgevallen.

De regering-Peeters heeft geen enkele noemenswaardige investering gedaan in die laatste jaren, op uitzondering van het jeugdhuis in Sint-Genesius-Rode.

Aan de Vlaamse meerderheidspartijen in de Vlaamse regering zeg ik duidelijk dat wie niet investeert in zijn grensgebied, dit grensgebied op termijn verliest. Dat gebeurt de facto in de faciliteitengemeenten. Gelukkig sluiten we hier in Brussel-Halle-Vilvoorde een akkoord, waar de definitieve vastlegging wordt geregeld dat zij nooit bij Brussel zullen worden aangehecht. Daarom is het pijnlijker om vast te stellen dat de Vlaamse regering en het Vlaams Parlement er niets mee doen.

Vlaamse meerderheidspartijen in die Vlaamse regering, herpak u. Koester de Vlaamse Rand, koester uw hoofdstad Brussel. Dit Brussel-Halle-Vilvoorde-akkoord moet een boost geven voor een betere en constructieve samenwerking in de Rand rond Brussel en in Brussel zelf. Dit akkoord moet de aanhef zijn om elkaar beter te begrijpen en met elkaar op een volwassen wijze om te gaan.

Een tweede reeks voorstellen betreft de benoeming van de burgemeesters en de Raad van State. Drie van de zes faciliteitengemeenten hebben vandaag geen volwaardige burgemeester.

Wij zijn 97 dagen vóór de nieuwe verkiezingen, drie van de zes faciliteitengemeenten hebben vandaag geen volwaardige burgemeester, met alle gevolgen van dien op bestuurlijk vlak. "Het is duidelijk, het bestuur in die faciliteitengemeenten," aldus gouverneur De Witte, "zijn de zwakste leerlingen van de klas. Zij zijn de slechtst bestuurde gemeenten."

Terecht werden die burgemeesters nooit benoemd. Ze overtreden de wetten en aanvaarden de taaldecreten van dit land niet en stellen herhaaldelijk dit opnieuw te willen doen. Ze zijn het ambt van burgemeester niet waardig. Er moest een einde komen aan die burgemeestercarrousel, waarvan alleen de betrokken clowns beter werden.

Er wordt een nieuwe procedure ingesteld. Ik moet u zeggen dat ik mij kan inschrijven in deze procedure. Want deze gemeenten moeten inderdaad ook een burgemeester krijgen, een volwaardige burgemeester, en dergelijke carrousels zoals vandaag, mogen niet meer worden herhaald. Mijn eigen gemeente Kraainem was een van de drie gemeenten met zo'n balorige burgemeester. De nieuwe procedure zal sneller werken. De Franstaligen zullen in de toekomst niet anders kunnen dan kandidaat-burgemeesters voordragen die de wetten en decreten naleven. Carrousels waarbij men drie keer dezelfde kandidaat naar voren schuift, vervallen ook.

Er is daar een dubbel element, er is de wet waarover wij vandaag stemmen en datgene dat in het Vlaams Parlement goedgekeurd is. Tweemaal dezelfde kandidaat-burgemeester naar voren schuiven kan niet meer. Deze twee elementen versterken elkaar en zijn niet in tegenspraak. Het is een speciale regeling, maar met een duidelijk gunstig gevolg.

De nieuwe regel voorziet ook in het voorschrift dat alle administratieve geschillen met betrekking tot de zes Randgemeenten en de natuurlijke personen of rechtspersonen die er gevestigd zijn, onder de bevoegdheid van de algemene vergadering van de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State ressorteren.

Ook in dit voorstel zie ik, in tegenstelling tot vorige sprekers, geen probleem. De algemene vergadering zal uiteraard dezelfde uitspraak doen als de eentalige kamers, recht is recht. De vrees dat hierdoor een aantal elementen uit het verleden, zoals de geldigheid van de rondzendbrief-Peeters, niet zou worden bevestigd, kan ik niet delen. De rondzendbrief-Peeters is door alle bevoegde niveaus als geldig verklaard. De algemene vergadering kan niet anders dan het standpunt van de Nederlandstalige kamer bevestigen. Men moet dus niet bang zijn, zeker niet van zijn eigen schaduw.

De twee reeksen wetsontwerpen bevestigen dat er in Vlaanderen slechts één bestuurstaal is, bevestigen dat er in de zes faciliteitengemeenten slechts één bestuurstaal is, bevestigen dat de opstandige Franstalige burgemeesters gisteren, vandaag of morgen niet kunnen en zullen worden benoemd en ze bevestigen dat er nooit een uitbreiding van Brussel komt.

Deze wetsontwerpen sluiten een periode af van ongekennde pesterijen, van inmenging en slecht bestuur.

De derde reeks voorstellen gaat over de oprichting van de Hoofdstedelijke gemeenschap van Brussel en de herfinanciering van Brussel. Het zijn twee belangrijke wetsontwerpen voor eenieder die het goed meent met Brussel en met Vlaams- en Waals-Brabant.

Laat ik duidelijk stellen dat een overleg opleggen tussen de gemeenten van Vlaams- en Waals-Brabant, de beide provincies en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, een goede zaak is. Wij zitten nu te veel vast in bovengemeentelijke beperkingen. Ik geef twee voorbeelden uit de onvoltooide staatshervormingen, namelijk de verplichte samenwerkingsakkoorden en de verschillende geluidsnormen in de Gewesten. Is het niet absurd dat één Gewest de toekomst van de nationale luchthaven kan hypothekeren, die toevallig in een ander Gewest ligt? Is het niet absurd dat de behuizing en de collectie van de Nationale Plantentuin te wensen overlaat omdat er geen verplichte structuur is waar men tot samenwerking kan komen?

Vlaanderen moet zich stilaan gaan gedragen als een volwassen deelstaat binnen de Belgische federale structuur. Het moet van dergelijke overlegmomenten gebruikmaken om zijn bevoegdheden nog beter te kunnen uitvoeren.

Daarstraks heb ik al een vurig pleidooi gehouden voor de omarming van Brussel als onze hoofdstad. Vaak hoorde ik de slogan "Vlaanderen laat Brussel niet los." Ook gisteren nog, ter gelegenheid van de 11 juli-vieringen. Maar te vaak hoor ik de jongste tijd bij de politici in Vlaanderen een andere zinsnede, zijnde: "Vlaanderen wil voor Brussel niets lossen, geen euro, niets, *nada!*" Deze stelling is niet de onze; deze stelling is niet de mijne.

Brussel is van cruciaal belang voor de welvaart en het welzijn in heel België. Enkele cijfers illustreren dit standpunt treffend. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest staat in voor 15,3 % van het totale aantal jobs in België. 52 % daarvan wordt ingenomen door pendelaars. Niet enkel het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ook de hele regio rond dat Gewest die op de hoofdstad gericht is, staat in voor 30 % van de Belgische welvaart. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is de motor van de Belgische economie. Als die motor hapert, valt het land stil. Het laatste wat wij in de huidige economische conjunctuur mogen doen, is Brussel laten vallen of het op secreet plaatsen.

De Open Vld heeft zich als partij sinds 2007 uitdrukkelijk achter de herfinanciering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geschaard. Dat bedrag dient om, in het belang van alle Gemeenschappen en Gewesten, een antwoord te verstrekken op de gewettigde behoeften van het kloppend hart van onze economie.

Ik overloop kort de nieuwe financiering van Brussel. Zij omvat de volgende elementen. Het bijzonder krediet ten gunste van de gemeenten op het grondgebied waarvan zich eigendommen bevinden die zijn vrijgesteld van onroerende voorheffing, zal voortaan integraal de gederfde inkomsten dekken. De Gewesten zullen eveneens 100 % gecompenseerd worden voor de niet-inning van de opbrengst van de bijhorende gewestelijke onroerende voorheffing, terwijl de compensatie ten gunste van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ook de niet-inning van de opcentiemen van de agglomeratie zal dekken.

Vanaf het begrotingsjaar 2012 zal een bijzondere dotatie rechtstreeks op de Middenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden gestort als een bijzondere tegemoetkoming voor het mobiliteitsbeleid, inzonderheid het openbaar vervoer.

Aangezien bijna 60 % van de arbeidsplaatsen door niet-Brusselaars worden ingenomen en de meeste pendelaars uit het Vlaamse Gewest komen – in volgorde van belangrijkheid de regio's Leuven, Aalst, Antwerpen, Gent, Asse en Mechelen –, is deze maatregel niet zonder belang voor Vlaanderen. Vanuit Vlaanderen pendelen dagelijks immers ongeveer een kwart miljoen werknemers naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De meest recente cijfers spreken over ongeveer 235 000 Vlaamse pendelaars.

Een volgend element is een bijkomend krediet van 30 miljoen euro, dat aan het Fonds ter financiering van sommige uitgaven verbonden met de veiligheid voortvloeiend uit de organisatie van Europese toppen zal worden toegewezen.

Heel wat collega's uit de Vlaamse Rand hier kennen en zetelen in politieraden en weten hoe vaak en hoeveel voltijdse equivalenten bij Europese toppen worden toegeschreven en hoeveel mensen uit de regio

ter beschikking moeten worden gesteld. Ik zit zelf in de politieraad van de zone WOKRA, waar wij vijf tot tien leden ter beschikking moeten stellen, telkenmale er een bepaalde activiteit in het Brusselse is, voortvloeiend uit de organisatie van Europese toppen.

Het bedrag van een bijzondere dotatie voor de Franse Gemeenschapscommissie en de Vlaamse Gemeenschapscommissie zal geleidelijk worden verhoogd. Het laatste punt, zijnde het basisbedrag van 125 miljoen euro, dat het Belirisfonds jaarlijks ontvangt, wordt geconsolideerd. Daarover hebben wij het daarjuist al uitvoerig gehad.

De financiering staat uiteraard niet op zich. Ook in Brussel moet orde op zaken worden gesteld. De interne Brusselse staatshervorming, die op dit ogenblik in het Brusselse deelparlement wordt besproken, is een eerste aanzet tot beter bestuur: meer efficiëntie en schaalvoordelen in Brussel.

De idee van de oprichting van een Hoofdstedelijke gemeenschap van Brussel is niet nieuw. De werkgevers zijn al lang vragende partij. De regionale werkgeversorganisaties van Vlaanderen, Brussel en Wallonië hadden in 2008 een gezamenlijke visie op een naar Europese standaarden grote economische stedelijke regio, zijnde hun BMR-plan of het plan voor een Brussels Metropolitan Region, naar buiten gebracht. Ook de Vlaamse werkgevers zijn ter zake vragende partij.

Een dergelijke samenwerking zal vanzelfsprekend moeten groeien. Zeker inzake mobiliteit, onderwijs en werkgelegenheid kunnen wij veel bereiken, als het wantrouwen eenmaal is afgenomen. Het kader wordt met dit voorstel alvast realiteit. De invulling zal op het terrein moeten geschieden.

Het wetsvoorstel tot oprichting van een Brusselse Hoofdstedelijke gemeenschap bepaalt dat ze uit drie Gewesten, de federale overheid alsmede alle gemeenten van de oude provincie Brabant zal zijn samengesteld. De provincies Vlaams-Brabant en Waals-Brabant kunnen eveneens toetreden. Die Hoofdstedelijke gemeenschap zal als taak hebben overleg te organiseren over onderwerpen waarvoor de Gewesten bevoegd zijn, maar die meerdere Gewesten aanbelangen. Daartoe moeten de drie Gewesten een samenwerkingsakkoord sluiten om de nadere regels en het voorwerp van dat overleg vast te stellen. Zolang de drie Gewesten het voormeld samenwerkingsakkoord niet hebben afgesloten, zal het overleg tussen de drie Gewesten plaatsvinden buiten de Hoofdstedelijke gemeenschap.

Ik kan op geen enkele wijze appreciatie opbrengen voor mensen die dat project niet genegen zijn. Evenmin kan ik appreciatie opbrengen voor de Vlaamse keffers die nu al duidelijk aangeven dat zij alles in het werk zullen stellen om dat overleg te boycotten. Zij gaan zelfs verder en eisen dat de gemeenten niet meer zouden mogen overleggen. Mag ik hen eraan herinneren dat overleg de grondregel is van democratie en de basis is van onze Westerse beschaving? Zonder gestructureerd overleg, geen oplossing. Dat hebben we de laatste tijd al vaak genoeg bewezen gezien. Geen schrik van wat nieuw is. Ons Parlement geeft aan de regio rond Brussel enorme mogelijkheden. Dat komt ten gunste van welvaart en welzijn, niet alleen van Ben Weyts' kinderen, maar van alle kinderen uit de Vlaamse Rand.

Een vierde cluster gaat over politieke vernieuwing. In een vierde reeks wetsvoorstellen behandelen wij de voorstellen die tot doel hebben de democratie en de politieke geloofwaardigheid te versterken. De rode zetels van de Senaat zijn wat afgesleten door de jarenlange discussies over dat thema. Vandaag beslissen wij over een eerste reeks aan maatregelen in dat raam om de correctheid bij de verkiezingen te bevorderen. Ik vernoem het cumulverbod van kandidaturen bij gelijktijdige verkiezingen waarvan de mandaten onverenigbaar zijn. Bij niet-rechtstreekse verkiezing komt er een ontslag van rechtswege uit het lopend mandaat bij verkiezing in een andere parlementaire vergadering. Met andere woorden, men is verplicht het mandaat op te nemen waarvoor men het laatst gekandideerd heeft. Ook komt er een verbod om zowel op de effectieve lijst als op de lijst opvolgers te staan. Normaliter zal die bepaling van kracht zijn bij de gelijktijdige verkiezingen van 2014. Het is een eerste stap in de politieke vernieuwing, nodig om de geloofwaardigheid te herstellen van het tweedeoudste beroep ter wereld.

Ik ben vandaag een opgeluchte Vlaamse jongen uit de Vlaamse Rand rond Brussel. Veel hypotheek worden vandaag gelicht. Vandaag zetten wij een grote stap vooruit. Vandaag maken wij veel verkiezingsbeloftes waar. Vandaag hebben wij ook beseft dat onze banden over de taalgrens gelukkig sterker zijn dan de verschillen. Wij zijn dus de sjouwers van de stenen voor een beter Vlaanderen en een beter België. Dat beeld bevalt mij meer dan het beeld van de grafdelvers dat gebruikt werd bij de stemming in de Kamercommissie.

Vandaag keuren wij voorstellen goed die goed zijn voor Vlaanderen en goed voor de Vlaamse Rand.

Le **président**: Je vous propose d'interrompre nos travaux jusqu'à 14 heures.

Nous reprendrons avec M. Van Hecke, suivi de Mme Pas, M. Brotcorne, Mme Van Vaerenbergh, Mme Marghem, Mme Gerkens, M. Maingain, de heer Logghe, M. de Donnea, M. Valkeniers, M. Thiéry, M. De Man, Mme Jadin, M. Annemans, M. Goyvaerts, M. Schoofs et M. Veys.

La séance est levée. Prochaine séance le jeudi 12 juillet 2012 à 14.00 heures.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering donderdag 12 juli 2012 om 14.00 uur.

La séance est levée à 13.27 heures.

De vergadering wordt gesloten om 13.27 uur.

*L'annexe est reprise dans une brochure
séparée, portant le numéro CRIV 53 PLEN
097 annexe.*

*De bijlage is opgenomen in een aparte
brochure met nummer CRIV 53 PLEN 097
bijlage.*